

CHAPITRE 9

ENSEIGNEMENTS À TIRER DE L'AIDE POUR LE COMMERCE EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

*Contribution de l'Organisation de coopération
et de développement économiques*

Resumé : Le présent chapitre examine la façon dont les donateurs prennent en compte les perspectives de genre dans l'Aide pour le commerce, car l'autonomisation économique des femmes est l'un des principaux moteurs du développement durable. Il présente des données qui montrent que les donateurs ont augmenté leur Aide pour le commerce intégrant la question du genre. Dans le même temps, il indique que des améliorations sont possibles, en particulier dans des domaines tels que les transports, l'énergie, la finance et les affaires, l'extraction minière et l'industrie, dans lesquels la part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre est faible. Il met en lumière de bons exemples donnés par quelques donateurs pour montrer la voie à d'autres qui peinent à intégrer les perspectives de genre dans ces domaines. Ces exemples révèlent que de nombreux projets prévoient la formation de femmes en tant que fonctionnaires ou que bénéficiaires de projets, en particulier pour des activités génératrices de revenus. D'autres activités comprennent des études ou l'élaboration de projets qui tiennent compte de la question du genre dans un domaine particulier. Dans le contexte de la Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes, les donateurs doivent constituer une base de données factuelles, mettre en place un système adéquat de suivi et d'évaluation et veiller à ce qu'il soit rendu compte des progrès dans l'autonomisation économique des femmes.

CONTEXTE

L'autonomisation économique des femmes a été reconnue comme l'un des principaux moteurs du développement durable et de l'égalité des sexes (Ferrant 2011; Cuberes, Teigner 2016; Gonzalez *et al.* 2015; Ostry *et al.* 2014; Banque mondiale 2012; Knowles *et al.* 2002). Des études indiquent que si les femmes ont plus de contrôle sur les ressources du ménage, cela se traduit par un investissement accru dans la santé et l'éducation. En outre, cela entraîne des niveaux de croissance plus élevés et plus durables. À cet égard, le Programme d'action de Beijing de 1995 a favorisé l'autonomisation économique des femmes et stimulé les progrès tant dans les pays développés que dans les pays en développement (voir encadré 9.1). Par ailleurs, l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) concerne principalement les pays en développement et est axé sur l'éducation, et en particulier sur l'augmentation du nombre d'inscriptions des filles à l'école primaire.

Compte tenu en partie de la portée limitée de l'OMD 3 et du fait que la communauté du développement comprend mieux les effets positifs de l'autonomisation économique des femmes pour obtenir des résultats dans le domaine du développement, l'objectif de développement durable (ODD) 5, qui est énoncé dans le Programme 2030, définit une portée plus large et vise à "parvenir à l'égalité des sexes et [à] autonomiser toutes les femmes et les filles" (Mason, King 2001; Morrison *et al.* 2007; Banque mondiale 2012; ONU 2015; Forum mondial sur l'éducation 2015). À titre d'exemple, cet objectif souligne la nécessité, entre autres, de donner aux femmes l'accès à la propriété foncière et aux services financiers, de les aider à faire une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), de valoriser les tâches domestiques et de soins non rémunérées en mettant en place des infrastructures et de renforcer les politiques et la législation pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. D'autres objectifs traitent de l'autonomisation des femmes, notamment l'ODD 8 relatif au travail décent et à la croissance économique, qui porte sur l'emploi productif, le travail décent pour les femmes et la ventilation des données par sexe.

Plus récemment, en 2016, le Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes, établi par le Secrétaire général de l'ONU, a présenté des mesures visant à accélérer l'autonomisation économique des femmes, reconnaissant que cette question était une pierre angulaire des ODD et jouait un rôle essentiel pour parvenir à l'égalité des sexes (ONU-Femmes 2018). Ces mesures visaient notamment à partager la charge des activités de soins non rémunérées; à garantir l'accès des femmes aux services financiers, aux nouvelles technologies et à la justice; à modifier les pratiques en matière d'emploi; et à ratifier les principaux accords internationaux sur les droits des travailleuses, notamment dans le secteur informel et dans le domaine du travail domestique.

Cependant, malgré ces engagements pris au niveau mondial, les femmes continuent de se heurter à des obstacles pour exercer une activité économique rémunérée, en conséquence de quoi elles obtiennent de moins bons résultats que les hommes pour de nombreux indicateurs économiques clés. Dans les pays en développement en particulier, les femmes occupent encore une grande partie des emplois vulnérables et informels (OIT 2018). Elles ont souvent moins facilement accès que les hommes à la terre, aux finances, aux machines agricoles et aux technologies de production, ce qui contribue aux écarts de revenu et de productivité entre les hommes et les femmes (Palacios-López, Ramón López 2015; Banque asiatique de développement 2018; Banque mondiale 2015a et 2015b; Sahay 2018; OIT 2016). Les femmes qui travaillent dans le secteur informel peuvent être confrontées à des difficultés encore plus grandes, par exemple en ce qui concerne l'accès aux prêts accordés par les établissements financiers formels (Osondu *et al.* 2015; Kasseeah, Tandrayen-Ragoobur, 2015). De plus, les femmes effectuent une part importante des tâches domestiques et de soins non rémunérées, y compris les tâches chronophages comme aller chercher de l'eau ou cuisiner en grande quantité, ce qui leur laisse moins de temps pour exercer des activités rémunérées, suivre une formation et recevoir une éducation (OCDE 2019a). En outre, les femmes sont concentrées dans les secteurs moins bien rémunérés (ONU 2016).

Encadré 9.1. Programme d'action de Beijing de 1995, "Les femmes dans l'économie"

Le Programme d'action de Beijing de 1995 comprenait une initiative sur les femmes dans l'économie, dans le cadre de laquelle les États se sont engagés à prendre les mesures suivantes:

- Promouvoir les droits et l'indépendance économiques des femmes, y compris l'accès à l'emploi et à des conditions de travail appropriées et le contrôle des ressources économiques. Exemple: *"Adopter et appliquer des lois consacrant le principe de la rémunération égale des femmes et des hommes pour un travail égal ou de valeur égale"*.
- Garantir l'égalité d'accès des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et au commerce. Exemple: *"Prêter une attention particulière aux besoins des femmes lorsqu'ils diffusent des informations sur les marchés, les échanges commerciaux et les ressources, et leur dispenser des formations appropriées dans ces domaines"*.
- Assurer services aux entreprises, formation et accès aux marchés, à l'information et à la technologie, en particulier pour les femmes à faible revenu. Exemple: *"Créer des services d'appui non discriminatoires, notamment des fonds de placement, à l'intention des entreprises dirigées par des femmes, et élaborer des programmes de promotion du commerce axés sur les femmes, notamment les femmes à faible revenu"*.
- Renforcer les capacités économiques et les réseaux commerciaux des femmes. Exemple: *"Offrir aux entreprises dirigées par des femmes, y compris dans le secteur travaillant pour l'exportation, des services, notamment de commercialisation et d'information sur le commerce, de conception des produits et d'innovation, de transfert de technologie et de contrôle de la qualité"*.
- Éliminer la ségrégation professionnelle et toutes les formes de discrimination dans l'emploi. Exemple: *"Redoubler d'efforts pour réduire les écarts de salaires entre hommes et femmes, prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer le principe de la rémunération égale pour un travail équivalent de valeur égale, en renforçant la législation, et notamment en l'harmonisant avec les normes et codes internationaux du travail, et encourager la mise en place de systèmes d'évaluation du travail fondés sur des critères non sexistes"*.
- Promouvoir l'harmonisation des responsabilités professionnelles et familiales des femmes et des hommes. Exemple: *"Favoriser le développement technologique et améliorer l'accès aux techniques qui facilitent les tâches ménagères et professionnelles, encouragent l'autonomie, créent des revenus, modifient les rôles traditionnellement attribués aux femmes et aux hommes dans la production et permettent aux femmes de n'être plus reléguées dans les emplois mal payés"*.

Source : Adapté du Programme d'action de Beijing (1995) <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/economy.htm>

L'élimination de ces disparités entre hommes et femmes pourrait permettre de réduire la pauvreté et avoir d'autres répercussions positives sur les femmes, leurs familles et leurs communautés, par exemple, une augmentation de la production agricole et une amélioration des résultats obtenus par les femmes et les enfants en matière de santé et d'éducation (Banque mondiale 2012, 2015a). Les investissements dans les infrastructures, en particulier, peuvent aider les femmes à exercer des activités rémunérées puisqu'ils facilitent leurs déplacements grâce à des moyens de transport améliorés et sûrs ou leur permettre de dégager du temps consacré auparavant à des activités non rémunérées telles que la collecte de bois de chauffage lorsque des sources d'énergie modernes sont disponibles (Banque mondiale 2012).

Dans ce contexte, le commerce peut potentiellement apporter des avantages aux femmes. Par exemple, outre l'augmentation des revenus, la création de nouveaux emplois pour les femmes dans le secteur manufacturier a aussi eu des effets positifs sur le pouvoir de négociation des femmes au sein des ménages. Plus particulièrement, la production de textiles et de vêtements axée sur l'exportation a permis de renforcer l'indépendance et le pouvoir de décision de nombreuses femmes concernant la répartition des ressources du ménage (Korinek 2005). De même, l'arrivée de l'industrie du vêtement, où les femmes sont souvent surreprésentées, a eu des retombées positives dans d'autres domaines, comme l'éducation, puisqu'elle a permis d'augmenter les chances de scolarisation des filles (Heath, Mobarak 2015).

Les chaînes de valeur agroalimentaires peuvent également profiter aux femmes si les entreprises prennent en compte les questions de genre dans l'application des normes du travail et lorsqu'elles ont accès à des technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre et à des formations pour améliorer leurs compétences (SFI 2016; FAO, OIT, FIDA 2010; Banque mondiale, gouvernement du Liberia 2010). D'autres études montrent que l'expansion du commerce peut réduire les inégalités entre les sexes si une série de politiques commerciales et d'autres politiques économiques appropriées sont mises en œuvre dans un ordre adapté (Elson *et al.* 2007).

Parallèlement, étant donné que les femmes ne constituent pas un groupe homogène, le commerce a sur elles des effets différents en fonction, entre autres, de leur situation géographique, de leur statut socioéconomique, de leur niveau d'éducation et de leur éventuel handicap. Par conséquent, comme cela a été souligné dans le Programme d'action de Beijing¹, une attention particulière doit être accordée aux éventuelles conséquences négatives imprévues de la libéralisation des échanges pour certains groupes de femmes. À titre d'exemple, des emplois de mauvaise qualité exercés par des travailleurs peu qualifiés dans des environnements peu sûrs peuvent avoir un effet négatif sur les femmes, notamment en les exposant davantage à la violence. Cette situation peut être aggravée par la pression de la concurrence internationale (ONU-Femmes 2015). L'augmentation des importations due à la libéralisation des échanges dans l'agriculture peut être préjudiciable pour les femmes qui travaillent dans l'agriculture à petite échelle. Certains secteurs d'exportation requérant une main-d'œuvre plus qualifiée recrutent plus facilement des hommes lorsqu'il existe des disparités importantes entre hommes et femmes en matière d'éducation (Korinek 2005). Même lorsque le commerce offre des possibilités d'emploi aux femmes, la charge de travail totale de celles-ci peut augmenter si le temps dont elles ont besoin pour exercer leurs tâches domestiques et de soins non rémunérées reste le même (Çagatay 2001). Dans certains pays, des lois et des normes sociales discriminatoires limitent l'accès des femmes au financement, aux nouvelles technologies et aux connaissances en matière de commercialisation, ce qui les empêche de tirer pleinement parti des nouvelles possibilités offertes par la libéralisation des échanges (Banque mondiale 2018).

Dans ce contexte, l'Aide pour le commerce peut améliorer les possibilités économiques qui s'offrent aux femmes de participer à des activités d'exportation et d'importation, notamment par le biais de micro, petites et moyennes entreprises (MPME), et contribuer ainsi à leur autonomisation économique² (Kimm Gnanngnon 2019). L'Aide pour le commerce peut également favoriser l'élimination d'obstacles au commerce tels que l'absence d'infrastructures et empêcher que les femmes ne subissent un impact négatif dans le cadre d'activités d'exportation, notamment sous la forme de mauvaises conditions de travail et de bas salaires (OIT 2017). Depuis la création de l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce en 2006, on a reconnu la nécessité de tenir compte de la question de l'égalité des sexes et de l'objectif global du développement durable. Ainsi, la prise en compte de cette question a été établie comme l'un des principes directeurs de l'Équipe spéciale (Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce 2006).

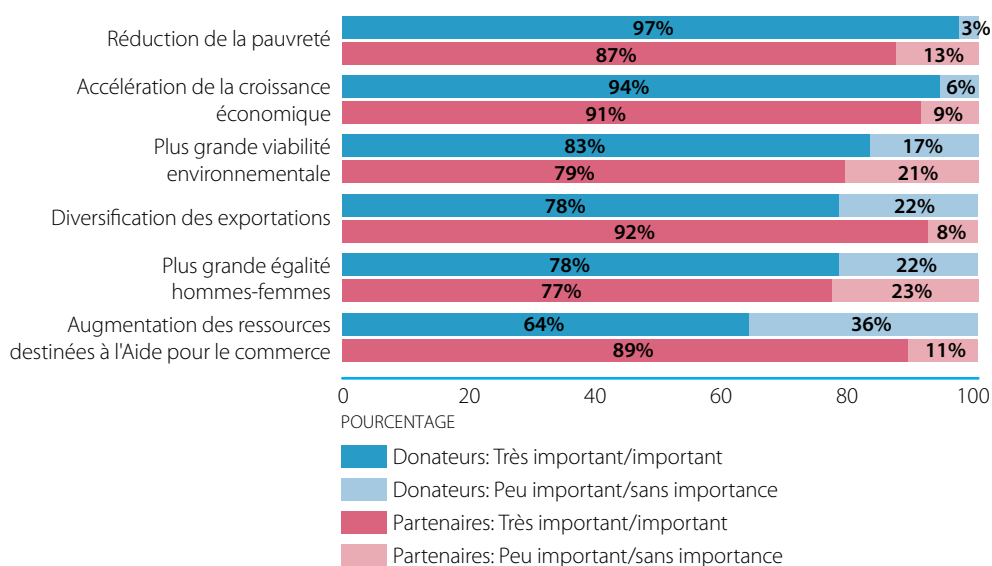
En outre, en 2017, dans la Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes adoptée en marge de la Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, il a été reconnu que "des politiques commerciales inclusives [pouvaient] contribuer à la progression de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation économique des femmes". La Déclaration comprend un certain nombre de recommandations³, notamment la nécessité de faire en sorte que l'Aide pour le commerce contribue aux outils et aux connaissances nécessaires pour analyser, concevoir et appliquer des politiques commerciales plus soucieuses de l'égalité hommes-femmes. L'Équipe spéciale est tenue de faire rapport à l'OMC sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la Déclaration conjointe en 2020.

ÉVALUATION DE L'INTÉGRATION DES PERSPECTIVES DE GENRE DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE

Points de vue sur l'importance de la dimension de genre dans l'Aide pour le commerce

Dans les exercices semestriels de suivi et d'évaluation (S&E) de l'Aide pour le commerce effectués de 2011 à 2019, on a fait le point sur la question de l'égalité des sexes, y compris sur la prise en compte de cette question et de l'autonomisation économique des femmes par les donateurs et les pays partenaires. Dans l'exercice de S&E de 2019, la majorité des donateurs qui ont répondu considéraient l'autonomisation économique des femmes comme une priorité dans l'Aide pour le commerce. Toutefois, la Corée, la Lettonie et le Portugal ne savaient pas quel rang de priorité accorder à cette question et la République tchèque, la France et la Hongrie ne la considéraient pas comme une priorité (OCDE-OMC 2019). En outre, l'exercice de S&E de 2011 a montré que la plupart des donateurs considéraient que parvenir à une plus grande égalité hommes-femmes était un objectif "important" de l'Aide pour le commerce, et la Norvège a été le seul donateur à considérer qu'il s'agissait d'un objectif "très important". Néanmoins, cet objectif arrivait en avant-dernière place dans le classement (voir figure 9.1). Ce même exercice de S&E de 2011⁴ a montré que, pour les pays partenaires qui ont répondu, une plus grande égalité hommes-femmes était l'objectif le moins important parmi ceux qu'ils souhaitaient atteindre grâce à l'Aide pour le commerce. Cet objectif passait après une plus grande viabilité environnementale, la réduction de la pauvreté, l'accélération de la croissance économique et la diversification des exportations (OCDE-OMC 2011).

Figure 9.1. Principaux objectifs que les donateurs et les pays partenaires veulent atteindre au moyen de l'Aide pour le commerce



Source : OCDE-OMC (2011), Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2011 (questionnaires).

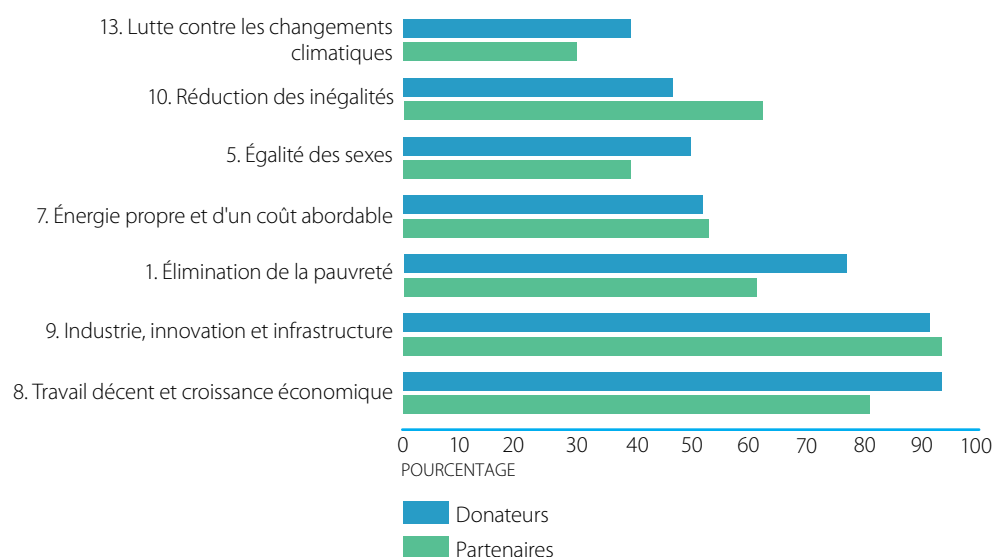
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953964>

En outre, l'exercice de S&E de 2017 a montré que seuls 48% des donateurs ayant répondu estimaient que l'Aide pour le commerce contribuerait à la réalisation de l'ODD 5 relatif à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (voir figure 9.2) (OCDE-OMC 2017), soit mieux que pour l'ODD 13 relatif à la lutte contre les changements climatiques, mais nettement moins bien que pour l'ODD 10 relatif à la réduction des inégalités, l'ODD 8 relatif au travail décent et à la croissance économique et l'ODD 9 relatif à l'industrie, à l'innovation et aux infrastructures. Par contre, les attentes des donateurs quant à la contribution de l'Aide pour le commerce à la réalisation de l'ODD 5 étaient encore plus élevées que celles des pays partenaires (38%). Il en est ainsi malgré le fait que, dans la Déclaration de Buenos Aires, les pays en développement ont reconnu, rappelant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, que des politiques

commerciales inclusives pouvaient contribuer à la progression de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation économique des femmes, ce qui avait un effet positif sur la croissance économique et aidait à réduire la pauvreté. En outre, certains pays en développement déploient des efforts conséquents pour favoriser l'autonomisation économique des femmes.⁵

Il est possible que les exercices de S&E rendent compte des opinions des fonctionnaires qui ont répondu aux questionnaires, lesquels ne reflètent pas nécessairement celle du gouvernement. Le faible degré de priorité accordé par les pays partenaires et le faible niveau de leurs attentes pourraient s'expliquer par le fait qu'ils ne perçoivent pas véritablement les femmes comme des agents économiques et qu'ils ignorent les effets positifs que l'Aide pour le commerce pourrait avoir sur les femmes, peut-être en raison de leurs préjugés sexistes, ou par le manque de communication de la part des donateurs ou le fait qu'ils ne présentent pas suffisamment d'éléments de preuve. La communauté des donateurs pourrait donc avoir à relever le défi de promouvoir l'autonomisation économique des femmes tout en alignant ses investissements sur les priorités des pays partenaires, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) et à l'Accord de partenariat de Busan (2011), ainsi qu'au Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

Figure 9.2. Points de vue sur la contribution de l'Aide pour le commerce aux ODD



Source : OCDE-OMC (2017), Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2017 (questionnaires).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933953983>

Tendances de l'intégration des perspectives de genre dans l'Aide pour le commerce

Compte tenu des résultats susmentionnés des exercices de S&E, les donateurs bilatéraux et multilatéraux ont augmenté régulièrement leur part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre, telle que mesurée par le marqueur de la politique d'aide à l'appui de l'égalité homme-femme établi par le CAD (marqueur relatif à l'égalité homme-femme) (voir encadré 9.2 et figure 9.3). Sur la base des données pertinentes, le montant total des engagements⁶ en matière d'Aide pour le commerce qui ont été évalués au moyen du marqueur relatif à l'égalité homme-femme (objectif significatif et objectif principal) est passé de 3 milliards d'USD par an en moyenne en 2006-2007 à 12 milliards d'USD par an en 2016-2017. Plus particulièrement, entre 2012-2013 et 2014-2015, les montants de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre ont connu une augmentation rapide, principalement en raison du fait que le Japon a multiplié par huit son aide intégrant cette question, notamment dans des secteurs comme les transports. Il s'agit là d'un progrès significatif puisque, pendant de nombreuses années, les donateurs bilatéraux et multilatéraux ont été plus enclins à intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les secteurs sociaux.⁷

Encadré 9.2. Le marqueur relatif à l'égalité homme-femme

L'OCDE suit l'aide en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes grâce au marqueur du Comité d'aide au développement (CAD) relatif à l'égalité homme-femme, un outil statistique qualitatif utilisé pour enregistrer les activités d'aide ayant pour objectif politique l'égalité des sexes. Il est basé sur un système de notation à trois points:

Objectif principal (valeur 2): L'égalité entre les femmes et les hommes est l'objectif principal du projet et elle joue un rôle fondamental dans la conception de celui-ci et dans les résultats qui en sont attendus. Le projet n'aurait pas été entrepris sans cet objectif.

Objectif significatif (valeur 1): L'égalité entre les femmes et les hommes est un objectif important et délibéré, mais elle n'est pas le principal motif de la réalisation du projet. L'objectif de l'égalité homme-femme doit être mentionné de manière explicite dans la documentation relative au projet et sa présence ne peut être implicite ni supposée. Outre les autres objectifs qu'il vise, le projet est destiné à produire un impact positif pour le progrès de l'égalité entre les sexes ou l'autonomisation des femmes. Les critères minimums qui doivent être remplis sont:

- Une analyse sexospécifique du projet a été effectuée.
- Les conclusions de l'analyse sexospécifique ont servi à étayer la conception du projet.
- Présence d'au moins un objectif explicite concernant l'égalité homme-femme, auquel est associé au moins un indicateur sexospécifique.
- Les données et les indicateurs sont ventilés par sexe lorsqu'il y a lieu.
- Engagement de déterminer de façon suivie les résultats produits par le projet sur le plan de l'égalité homme-femme et d'en rendre compte lors de la phase d'évaluation.

Non orienté vers l'objectif (valeur 0): Le projet a été examiné au regard du marqueur, mais il n'a pas été constaté qu'il visait l'objectif de l'égalité homme-femme.

Dans le présent rapport, l'expression "aide intégrant la question de l'égalité hommes-femmes" désigne le financement public du développement (aide publique au développement (APD) et autres flux officiels) de valeur 1 (significatif) ou de valeur 2 (principal). Le marqueur relatif à l'égalité homme-femme est utilisé ici comme indicateur indirect pour examiner les secteurs dans lesquels les donateurs intègrent la question de l'égalité des sexes en adhérant au principe directeur de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce évoqué plus haut. Dans ce contexte, le marqueur est principalement utilisé pour filtrer les projets plutôt que pour analyser le montant de l'aide en soi, d'autant plus que le Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme (GENDERNET)⁸ a récemment mené une étude sur les montants de l'aide destinée à favoriser l'autonomisation économique des femmes (OCDE 2018).⁹ En outre, ce chapitre met l'accent sur l'autonomisation économique des femmes, conformément au thème de l'Examen de l'Aide pour le commerce de 2019, plutôt que sur l'évaluation des efforts déployés par les donateurs pour réduire et mesurer les inégalités entre les sexes, bien que cette question soit étroitement liée à l'autonomisation économique des femmes et constitue un élément clé du développement durable.

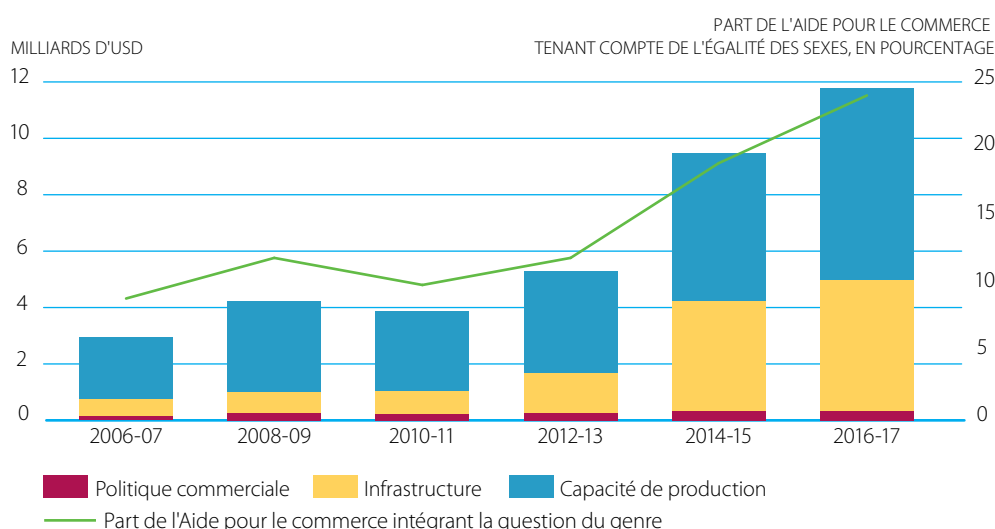
Compte tenu de la part relativement faible de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre et des niveaux encore plus faibles de financement spécifique (valeur 2) (1% en 2016-2017), le GENDERNET encourage les donateurs à augmenter les fonds consacrés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, en particulier dans les secteurs de l'Aide pour le commerce où elle est restée constamment faible. Il sera essentiel d'accroître les investissements dans ces domaines pour réaliser l'ODD5, en particulier la cible 5.4, qui est axée sur la valorisation des tâches domestiques et de soins non rémunérées par l'apport de services publics et d'infrastructures, et l'ODD 8, qui vise à promouvoir l'emploi productif pour les femmes. Les contributions des donateurs mettent de plus en plus en évidence les limites de l'intégration de la question de genre pour corriger les déséquilibres sous-jacents qui alimentent les inégalités entre les sexes et nuisent à l'autonomisation des femmes. Par exemple, une étude récente de la Suisse a montré que les projets spécifiquement axés sur le genre étaient efficaces à 73% dans la promotion de l'égalité entre les sexes, contre 31% pour les projets ayant l'égalité homme-femme comme thème transversal (DFAE Suisse 2018). La prise en compte de la question de l'égalité des sexes devrait donc être associée à d'autres efforts pour lutter contre la discrimination et les inégalités fondées sur le sexe, comme la remise en cause des normes sociales discriminatoires, notamment en s'attaquant avec la participation des hommes et des garçons aux déséquilibres de pouvoir qui peuvent entraver l'autonomisation économique des femmes.

Le Manuel relatif au marqueur de la politique d'aide à l'appui de l'égalité homme-femme établi par le CAD de l'OCDE fournit davantage d'informations sur la manière dont les membres devraient utiliser le marqueur. L'OCDE collabore avec les donateurs pour assurer la cohérence et la comparabilité des rapports.

Source : Adapté de DFAE Suisse (2018) et Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité homme-femme (2016).

En outre, cette augmentation s'appliquait non seulement en valeur absolue, mais aussi pour ce qui est de la part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre, qui est passée de 9% en moyenne en 2006-2007 à 24% en moyenne en 2016-2017. La croissance globale s'explique par l'augmentation de la part de l'aide intégrant cette question par pratiquement tous les donateurs, ce qui correspond à la tendance générale à la hausse de la part de cette aide dans l'aide totale des membres du CAD – y compris pour les secteurs qui ne sont pas couverts par l'Aide pour le commerce, comme la santé et l'éducation. Plus particulièrement, outre le Japon, la Finlande a elle aussi régulièrement augmenté sa part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre, la portant de 12% en 2012-2013 à 43% en 2016-2017, de même que l'Irlande, dont la part est passée de 47% à 86%.

Figure 9.3. Tendances de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre (en milliards d'USD, dollars constants de 2016)



Note : APD et autres flux officiels. Membres du CAD seulement, en raison de la disponibilité des données.

Source : CAD-OCDE : base de données sur les activités d'aide (2019).

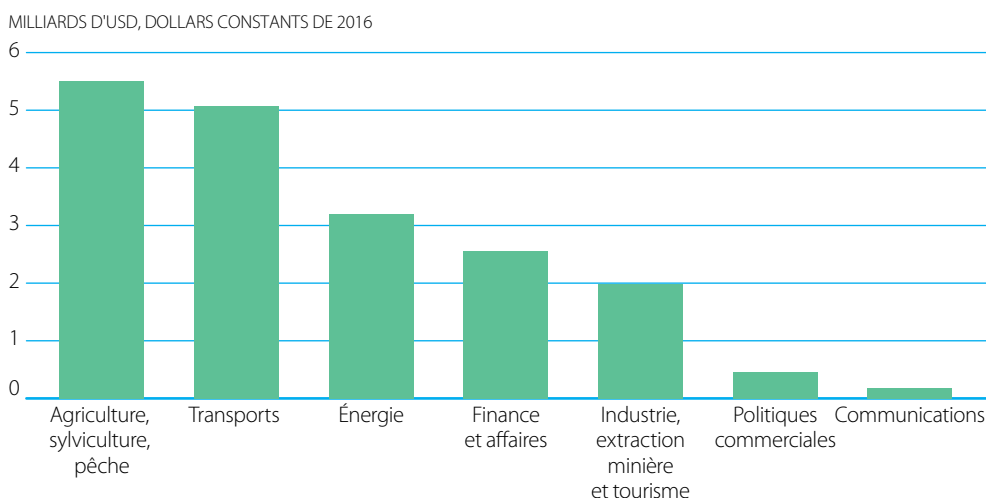
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933954002>

Dans l'Initiative Aide pour le commerce, les secteurs pertinents sont regroupés en trois grandes catégories : politique commerciale, infrastructure économique et capacité de production.¹⁰ La répartition de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre dans ces trois catégories est restée la même au cours de la décennie, la catégorie détenant la plus grande part étant la capacité de production et celle détenant la plus petite part étant la politique commerciale. La part correspondant à la catégorie "infrastructure économique" a quant à elle été multipliée par sept, principalement en raison de l'augmentation du Japon, celle pour la catégorie "capacité de production" a été multipliée par trois, et celle pour la catégorie "politique commerciale" a seulement doublé en dix ans. La part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre de la catégorie "politique commerciale" est faible parmi les trois autres catégories car la majorité des projets sont généralement des projets d'assistance technique peu coûteux. En revanche, dans la catégorie "infrastructure économique", qui comprend les transports, l'énergie et les communications, on a tendance à avoir des coûts de matériel informatique élevés. La catégorie "capacité de production" comprend un large éventail de secteurs, à savoir l'agriculture, la pêche, l'extraction minière, l'industrie, la finance et les affaires.

Répartition de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre

Malgré la tendance croissante de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre, le taux de respect par les donateurs de leur engagement d'intégrer pleinement cette question dans cette aide reste faible. Comme cela a été mentionné plus haut, si le montant de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre a augmenté au cours de la dernière décennie, il ne représentait encore que 24% du total des engagements au titre de l'Aide pour le commerce en 2016-2017. En d'autres termes, 76% de l'Aide pour le commerce n'intégrait pas la question du genre (56% n'était pas orientée vers l'objectif et 20% n'avait pas été examinée dans ce contexte). En termes de volume et de ventilation par secteur, les secteurs dans lesquels le montant de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre était le plus important en 2016-2017 étaient l'agriculture (environ 5,5 milliards d'USD, voir figure 9.4), puis les transports (5 milliards d'USD) et enfin l'énergie (3 milliards d'USD).

Figure 9.4. Ventilation par secteur de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre pour 2016-2017 (en milliards d'USD, dollars constants de 2016)



Note : Membres du CAD, BAsD, BERD, BID, Banque mondiale, OIT et PNUD.

Source : CAD-OCDE: base de données sur les activités d'aide (2019).)

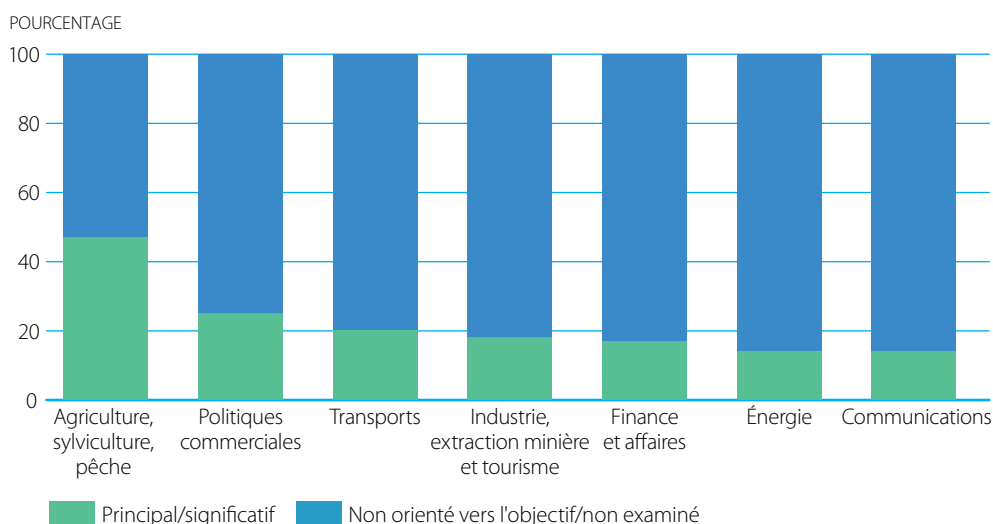
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933954021>

Pour ce qui est de la part de l'aide intégrant la question du genre dans l'aide totale engagée pour les différents secteurs, c'est également celle de l'agriculture qui était la plus élevée, avec environ 47% en 2016-2017 (voir figure 9.5). Venaient ensuite les politiques commerciales (25%) et les transports (20%). Il est possible que la part allouée aux politiques commerciales soit un peu plus importante que celle des autres secteurs du fait que les activités consistent souvent en cours de formation à l'intention des gouvernements partenaires auxquels participent des femmes fonctionnaires. De nombreuses études sur les politiques commerciales et les politiques en matière de transport ont également été réalisées pour examiner la question du genre dans ces domaines. Dans le secteur des transports – principalement routier – de nombreux projets ont consisté à faire participer les femmes en tant qu'intervenantes dans la planification ou en tant qu'ouvrières dans la construction.

D'autre part, malgré des montants totaux des engagements intégrant la question du genre relativement élevés, en proportion, seulement 14% des engagements dans le secteur de l'énergie intégraient la question du genre. Le montant absolu et la part des engagements intégrant la question du genre étaient également faibles dans le secteur des communications.¹¹ Par conséquent, la faiblesse des parts des montants de l'aide intégrant la question du genre dans nombre de ces secteurs d'Aide pour le commerce montre que la situation peut être améliorée. Toutefois, si l'on analyse la taille

des projets, les résultats indiquent que ceux qui intègrent la question du genre dans des secteurs tels que l'énergie, l'extraction minière et l'industrie, la finance et les affaires sont en moyenne moins importants (c'est-à-dire de montants inférieurs) que les projets dans les mêmes secteurs qui n'intègrent pas la question du genre.¹² Par conséquent, on pourrait examiner dans des études futures si les projets plus petits ont davantage tendance à cibler les femmes que les projets plus grands comptant plus de bénéficiaires. En outre, on pourrait également étudier comment mieux intégrer la question du genre dans des projets de plus grande envergure pour faire en sorte qu'ils n'aient pas d'effets négatifs sur les femmes et pour identifier des points de départ en vue de promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

Figure 9.5. Ventilation par secteur de la proportion de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre pour 2016-2017



Note : Membres du CAD, BAsD, BERD, BID, Banque mondiale, OIT et PNUD.

Source : CAD-OCDE: base de données sur les activités d'aide (2019).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933954040>

Une ventilation plus détaillée permet de voir les domaines spécifiques dans lesquels les donateurs ont activement intégré les perspectives de genre pour chaque secteur. C'était le cas par exemple des réformes agraires, des coopératives agricoles, de la vulgarisation agricole, des industries artisanales, des produits de l'artisanat, des PME, de la microfinance et du tourisme, où les femmes travaillent souvent déjà de façon informelle. Dans ces domaines, un niveau relativement élevé de soutien peut être accordé à l'autonomisation économique des femmes, car les donateurs peuvent cibler les femmes en tant que bénéficiaires. À titre d'exemple, les donateurs utilisent souvent la microfinance pour fournir une aide aux femmes du secteur informel qui n'ont pas accès aux prêts ou aux mécanismes d'épargne des institutions financières formelles.

Les cas d'expérience présentés dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce décrivent de nombreux projets, tels que ceux menés par le Centre du commerce international (ITC), visant à intégrer les femmes dans les marchés d'exportation et les chaînes de valeur, notamment par le biais du commerce électronique (OCDE-OMC 2011, 2017). Par exemple, certaines entreprises ont servi d'intermédiaires pour aider des groupes de femmes artisans – par exemple des couturières – à pénétrer le marché. Un autre projet de l'ITC visait à dispenser à des femmes issues de communautés rurales une formation aux techniques de marketing numérique à l'aide de téléphones mobiles. D'autre part, des domaines tels que l'énergie et les communications, dans lesquels l'aide tient peu compte de la question du genre, sont souvent considérés comme étant "neutres du point de vue du genre" et ne nécessitant donc pas l'application d'une

perspective de genre. Il en est ainsi malgré les preuves que l'amélioration de l'accès des femmes à une énergie fiable et d'un coût abordable peut, par exemple, réduire leur charge de travail non rémunérée et leur permettre de dégager du temps pour pouvoir exercer des activités rémunérées (Banque mondiale 2012).

L'exercice de S&E de 2019 a montré que, lorsqu'on avait demandé aux donateurs et aux pays partenaires de sélectionner les domaines spécifiques dans lesquels ils considéraient que l'Aide pour le commerce favorisait le plus l'autonomisation économique des femmes, leurs réponses s'étaient orientées vers des secteurs similaires. Un grand nombre d'entre eux avaient cité l'éducation et la formation dans le domaine du commerce, l'agriculture, les affaires, le secteur bancaire, la politique commerciale et la facilitation des échanges (voir la figure 9.6). Plusieurs pays partenaires avaient évoqué des domaines plus précis dans lesquels ils estimaient que l'Aide pour le commerce pouvait contribuer à l'autonomisation économique des femmes (encadré 9.3). Par ailleurs, peu de donateurs et de pays partenaires avaient considéré que la foresterie, les ressources minérales, les accords commerciaux régionaux, l'énergie et les communications étaient les domaines qui favorisaient le mieux l'autonomisation économique des femmes.

Encadré 9.3. Point de vue

Certains pays partenaires considèrent que l'Aide pour le commerce peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes par les mesures suivantes:

Cabo Verde

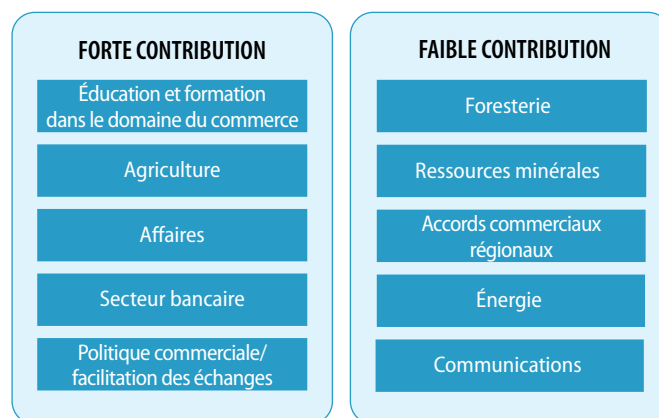
- apprentissage des conditions et procédures d'importation et d'exportation;
- renforcement des compétences dans le domaine numérique et dans le domaine des TIC;
- amélioration des compétences en langues étrangères pour favoriser le commerce mondial; et
- amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau.

Maurice

- définition d'un cadre cohérent pour renforcer la capacité de production des MPME; et
- élaboration de programmes de mentorat et de conseil pour connecter les MPME à des marchés inexploités et potentiels au niveau international.

Source : Adapté de OCDE-OMC (2019), exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2019 (questionnaires).

Figure 9.6. Domaines de l'Aide pour le commerce qui, selon les donateurs et les pays partenaires, peuvent le mieux contribuer à l'autonomisation économique des femmes

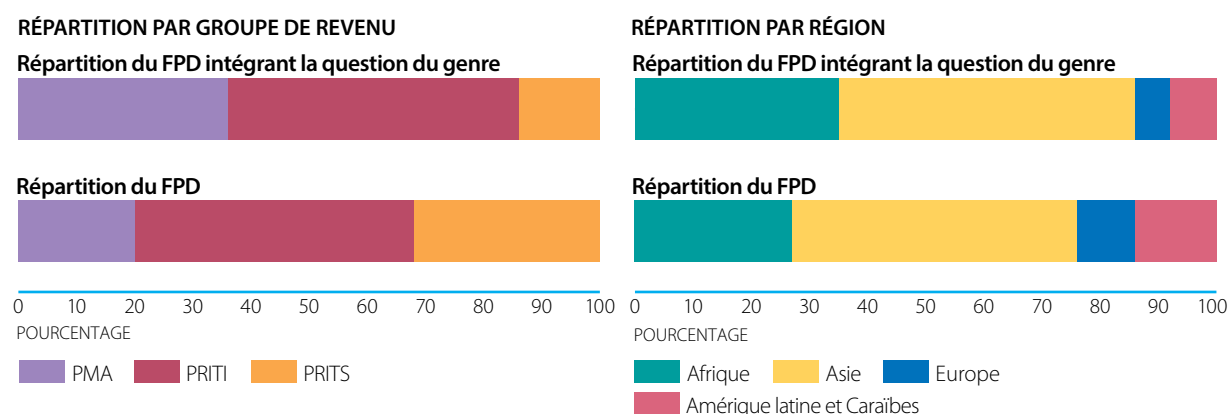


Source : OCDE-OMC (2019), Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce 2019 (questionnaires).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933954059>

En termes de niveaux de revenu, la catégorie de pays qui a reçu la plus grande part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre en 2016-2017 était les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), suivis des pays les moins avancés (PMA) et enfin des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) (voir figure 9.7). Toutefois, la part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre dans le volume total de l'aide reçue par les PMA était proportionnellement plus importante, tandis que celle des PRITS était proportionnellement moins importante. Cela s'explique par le fait que les PMA détenaient une part relativement élevée du secteur de l'agriculture – le secteur qui compte la plus grande part d'Aide pour le commerce intégrant la question du genre – alors que les PRITS détenaient une part relativement élevée du secteur des infrastructures (transport et énergie), secteur dans lequel il est généralement peu tenu compte de la question du genre. Cela se reflète également dans la répartition par région¹³, qui montre que la part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre dans le volume total de l'aide reçue par l'Afrique est proportionnellement plus importante, tandis que celles de l'Amérique latine et de l'Europe est moins importante. Cela s'explique par le nombre élevé de projets agricoles dans la première région et par le nombre élevé de projets dans les infrastructures, la finance et les affaires dans les deux autres régions.

Figure 9.7. Répartition du financement public du développement (FPD) intégrant la question du genre pour 2016-2017, par groupe de revenu et par région



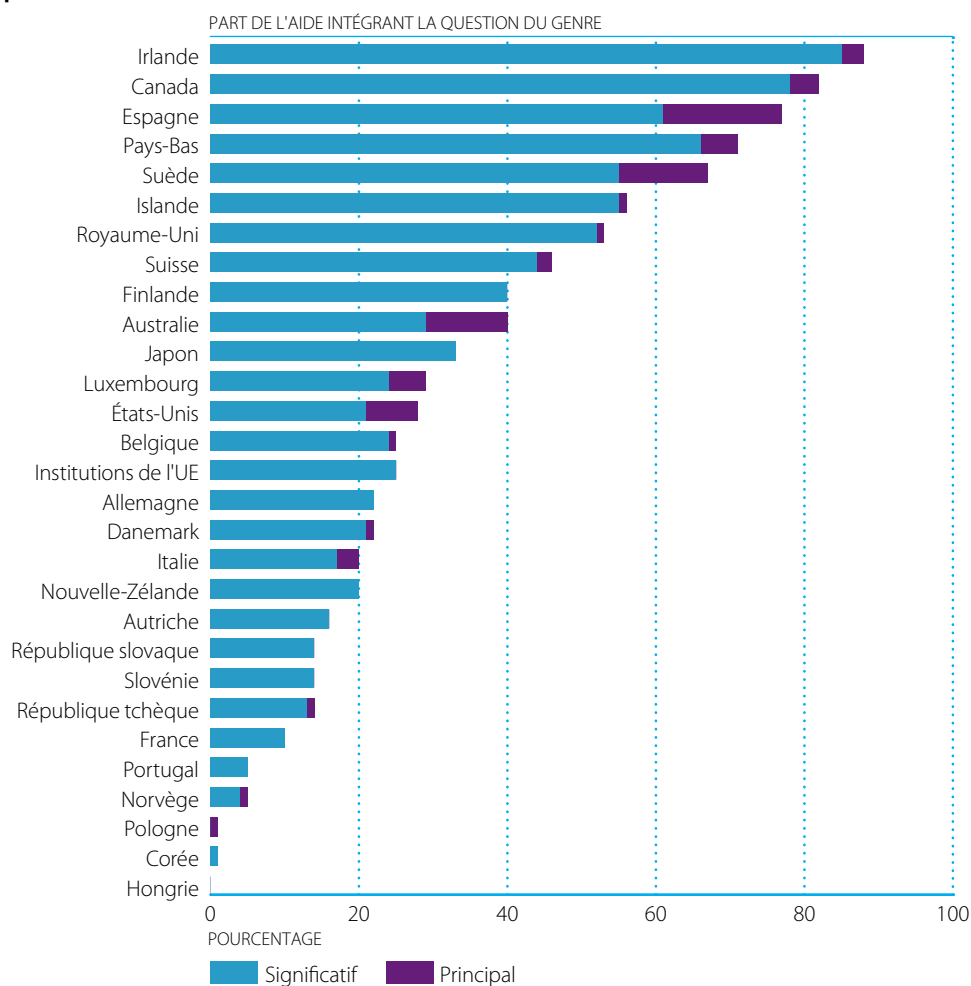
Note : Membres du CAD, BAsD, BERD, BID, Banque mondiale, OIT et PNUD.

Source : CAD-OCDE : base de données sur les activités d'aide (2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933954078>

En ce qui concerne l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre fournie par les donateurs bilatéraux en 2016-2017, les donateurs les plus importants en valeur absolue étaient le Japon, les institutions de l'UE, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni, qui étaient également d'importants donateurs d'Aide pour le commerce. Cependant, la figure 9.8 montre que l'Irlande était le pays dont la part de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre était la plus élevée (près de 90%), suivie par le Canada, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni. En outre, les parts de l'Aide pour le commerce de l'Espagne, de la Suède, de l'Australie et des États-Unis ayant comme objectif principal l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes étaient relativement importantes. Parmi les donateurs dont les parts étaient élevées, l'Irlande et le Canada mettaient fortement l'accent sur l'agriculture, un secteur dans lequel les niveaux d'aide intégrant la question du genre sont globalement plus élevés.

Figure 9.8. Part moyenne de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre pour 2016-2017



Note : Membres du CAD seulement.

Source : CAD-OCDE: base de données sur les activités d'aide (2019).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933954097>

En revanche, les parts de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre de la Hongrie, de la Corée, de la Pologne, de la Norvège, du Portugal, de la France, de la République tchèque, de la Slovaquie, de l'Autriche, de la Nouvelle-Zélande et de l'Italie représentaient moins de 20% du volume total de leur Aide pour le commerce respective. Il est possible que certains de ces donateurs qui sont relativement nouveaux n'aient pas accordé la priorité aux projets intégrant la question du genre ou qu'ils connaissent mal l'approche à adopter concernant ces projets, malgré l'importance qu'ils accordent à l'agriculture. La France, l'Italie et la Norvège, qui soutiennent principalement les secteurs des infrastructures tels que l'énergie et les transports, ont enregistré des niveaux moins élevés d'aide intégrant la question du genre. Il en est ainsi malgré le fait que, par exemple, la France dispose d'un cadre et d'indicateurs pour mesurer les progrès accomplis dans l'intégration de la dimension de genre dans l'Aide pour le commerce.

Encadré 9.4. L'autonomisation économique des femmes dans le cadre de l'Aide pour le commerce de l'Australie et de l'UE

Australie

L'autonomisation économique des femmes fait partie des priorités de la stratégie de 2015 de l'Australie en matière d'investissements au titre de l'Aide pour le commerce (*Strategy for Australia's Aid for Trade Investments*). Selon cette stratégie, la question de l'autonomisation des femmes doit être intégrée dans tous les investissements, car l'Aide pour le commerce peut aider les femmes à participer pleinement et efficacement au commerce des marchandises dans des secteurs comme l'agriculture et la pêche, ainsi que les services. La stratégie de 2016 de l'Australie pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (*Gender Equality and Women's Empowerment Strategy*) accorde elle aussi la priorité à l'autonomisation économique des femmes et précise les domaines dans lesquels l'Aide pour le commerce peut profiter aux femmes. Ces stratégies sont axées sur les éléments suivants:

- *Amélioration des salaires, des conditions de travail et de la sécurité, et élimination de la discrimination dans les secteurs où les travailleurs et les commerçants sont principalement des femmes*
- *Compétences professionnelles et commerciales, en particulier pour les personnes défavorisées*
- *Chaînes de valeur mondiales*
- *Élimination des obstacles rencontrés par les femmes entrepreneurs, y compris l'accès au financement*
- *Ressources et innovations pour améliorer la productivité et les revenus agricoles*
- *Promotion de la femme dans le secteur privé*
- *Environnement économique et juridique des femmes entrepreneurs*
- *Investissements dans l'infrastructure pour faciliter l'accès des femmes aux possibilités économiques et au commerce*

UE

La Stratégie conjointe de l'UE de 2007 en faveur de l'Aide pour le commerce accorde une importance particulière à l'émancipation économique des femmes. En 2017, l'UE a étendu son champ d'action, en particulier pour soutenir l'accès des femmes à un travail décent, aux services financiers, à la terre et à l'entrepreneuriat. La stratégie souligne la nécessité des éléments suivants:

- *Intégration des questions de genre dans les évaluations des besoins en matière de commerce, en particulier en encourageant la participation active des organisations communautaires concernées*
- *Participation d'associations de petites et moyennes entreprises, de petits exploitants agricoles et de groupes de femmes à la conception et à la mise en œuvre de programmes d'Aide pour le commerce*
- *Élaboration d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs sur le genre à des fins de suivi et d'évaluation*
- *Accès au financement, aux services de conseil, aux réseaux de femmes entrepreneurs et à la technologie numérique*
- *Conduite systématique d'une analyse fondée sur le genre pour chaque projet d'Aide pour le commerce*

Dans son premier rapport de suivi publié en décembre 2018, l'UE illustre de nombreuses bonnes pratiques qui montrent que les institutions de l'UE et des États membres ont intégré la dimension de genre dans l'Aide pour le commerce et que cela a eu des effets positifs sur l'autonomisation économique des femmes. Le rapport souligne également les lacunes qui subsistent dans la prise en compte de la dimension de genre dans les projets de l'Aide pour le commerce. Par exemple, 38% seulement des 68 délégations de l'UE ont déclaré que les projets de l'Aide pour le commerce faisaient systématiquement l'objet d'analyses fondées sur le genre et promouvaient l'autonomisation économique des femmes.

Sources : Adapté de Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Australie (2015, 2016, 2017) et Union européenne (2007, 2017, 2018).

STRATÉGIES ET LIGNES DIRECTRICES POUR L'INTÉGRATION DES PERSPECTIVES DE GENRE DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE

Étant donné que l'Aide pour le commerce englobe un large éventail de secteurs – agriculture, transports, énergie, industrie, etc. – seuls quelques donateurs, comme l'Australie et l'UE, disposent d'une stratégie spécifique visant à intégrer les perspectives de genre dans l'"Aide pour le commerce" de manière globale (voir encadré 9.4). D'autres donateurs ont intégré ces perspectives dans leurs activités de coopération au développement liée au commerce ou en ont fait une priorité transversale. Par exemple, le cadre politique de la Suède pour la coopération au développement vise à faire en sorte que tant les hommes que les femmes tirent parti du commerce, l'un de ses principaux domaines prioritaires. En outre, d'autres donateurs ont élaboré des stratégies ou des plans d'action globaux pour soutenir l'autonomisation économique des femmes dans le cadre de priorités thématiques telles que la promotion des droits économiques et sociaux des femmes, la participation du secteur privé à l'autonomisation économique des femmes ou l'augmentation de leur taux d'activité. Ces mesures sont principalement mises en œuvre dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, des PME et de l'accès au financement.

À titre d'exemple, dans l'exercice de S&E de 2019, le Canada a fait référence à sa Politique d'aide internationale féministe, qui vise à encourager les femmes et les filles à développer leurs compétences, à accéder aux postes de décision et à contribuer à la croissance économique de leurs communautés, notamment en soutenant la formation technique et professionnelle et l'entrepreneuriat. En outre, certaines institutions de financement du développement (IFD) tentent d'axer leur soutien au secteur privé sur les femmes. Un exemple en est le Défi 2X lancé par les IFD des pays du G-7 qui se sont engagées à mobiliser d'ici à 2020 3 milliards d'USD d'investissements en faveur des femmes. Dans ce contexte, elles ont défini des lignes directrices et des critères relatifs au genre pour la sélection des projets (voir encadré 9.5).

En outre, quelques donateurs disposent de lignes directrices concernant l'aide intégrant la question du genre dans des secteurs spécifiques tels que l'agriculture, les PME, la microfinance, le tourisme, les industries extractives, l'énergie, les transports et les communications. Il s'agit, entre autres, de la Nouvelle-Zélande, de la Banque asiatique de développement (BASD), de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (voir encadré 9.6). Nombre de ces donateurs soulignent la nécessité, entre autres, de recueillir des données ventilées par sexe, d'effectuer des analyses *ex ante* fondées sur le genre et d'assurer le suivi et l'évaluation des résultats et de l'impact sur les femmes. S'agissant de la mise en œuvre, la plupart des donateurs déclarent appliquer une "double approche" en intégrant l'égalité des sexes dans différents secteurs et en axant spécifiquement la programmation sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, conformément aux Lignes directrices du CAD pour l'égalité homme-femme et le renforcement du pouvoir des femmes (CAD-OCDE 1999).

Sur un plan plus collectif, en 2004, le GENDERNET a élaboré un guide sur l'importance du genre dans les infrastructures pour l'énergie, les transports, l'eau et l'assainissement (*Why Gender Matters in Infrastructure*, OECD CAD, 2004). Ce guide présente des mesures générales telles que l'intégration d'objectifs tenant compte de la question de l'égalité des sexes dans la conception des projets; l'utilisation de l'analyse selon le genre et de données ventilées par sexe pour élaborer des stratégies en faveur de l'égalité des sexes tout au long des projets; la participation des femmes au moyen de la consultation et de la prise de décisions; et le suivi des objectifs tenant compte de la question de l'égalité des sexes des projets.

Plus récemment, l'OCDE, avec la participation de certains membres du GENDERNET, a élaboré des lignes directrices à l'intention des donateurs et des gouvernements des pays partenaires¹⁴ pour soutenir l'autonomisation économique des femmes, notamment dans le domaine des infrastructures, dans le but précis de résoudre le problème de la part disproportionnée des tâches domestiques et de soins non rémunérées accomplies par des femmes (OCDE 2019a).

Encadré 9.5. Application d'une perspective de genre pour appuyer l'investissement privé par les institutions de financement du développement du G-7

Les IFD des pays du G-7 ont lancé le Défi 2X lors du Sommet du G-7 de 2018 qui s'est tenu à Charlevoix, au Canada. Le Défi 2X engage les IFD des pays du G-7 à mobiliser 3 milliards d'USD avec des partenaires du secteur privé pour investir dans les femmes en fournissant des prêts, des fonds propres, des garanties et une assurance risques politiques. Un projet est admissible au Défi 2X s'il remplit au moins l'un des critères suivants:

Critère direct

1

Entrepreneuriat

1A. Pourcentage de femmes propriétaires

51%

OU

1B. Entreprise fondée par une femme

Oui/Non

OU

2

Leadership

2A. Pourcentage de femmes occupant un poste de haute direction¹

20-30%

OU

2B. Pourcentage de femmes au conseil d'administration ou au comité d'investissement

30%

OU

3

Emploi

3A. Pourcentage de femmes dans la population active¹

30-50%²

ET

3B. Un indicateur de "qualité" en plus de la conformité

Oui/Non

OU

4

Consommation

4. Les produits ou services profitent spécifiquement ou de façon disproportionnée aux femmes

Oui/Non

OU

Indirect

5

Investissements via des intermédiaires financiers

Prêts rétrocédés: Pourcentage des fonds prêtés par les IFD qui satisfont aux critères

30%

OU

Fonds: Pourcentage des sociétés du portefeuille qui répondent aux critères directs

30%

Seuils par secteur

2.A. Femmes occupant un poste de haute direction*

Groupe

Secteur

%

Faible

Infrastructures, énergie, télécommunications

20%

Moyen

Services financiers, industrie manufacturière, agro-industrie et alimentation, services professionnels, services aux consommateurs

25%

Élevé

Soins de santé, éducation

30%

3.A. Femmes dans la population active*

Groupe

Secteur

%

Faible

Infrastructures, énergie, télécommunications

30%

Moyen

Services financiers intermédiaires, industrie (lourde), agro-industrie et alimentation, services professionnels

40%

Élevé

Soins de santé, éducation, services aux consommateurs, industrie (légère)

50%

* Marge d'appréciation: Dans le cas des bénéficiaires d'investissements provenant de secteurs ou de lieux géographiques particuliers, il peut être nécessaire d'examiner les circonstances au cas par cas.

* Marge d'appréciation: Dans le cas des bénéficiaires d'investissements provenant de secteurs ou de lieux géographiques particuliers, il peut être nécessaire d'examiner les circonstances au cas par cas.

Le Défi 2X promeut la transparence et la responsabilité. Toutes les transactions admissibles à un financement seront publiées sur le site Web du Défi 2X (www.2XChallenge.org), avec des informations détaillées sur les critères d'admissibilité, le secteur concerné et les engagements en capital.

Source : Adapté de OPIC (2018, 2019) et site Web de 2X Challenge, <https://www.2xchallenge.org/>

Elle souligne également la nécessité de proposer des mesures de sauvegarde appropriées pour assurer la sécurité des femmes, en particulier dans les grands projets d'infrastructure, d'offrir des services de garde d'enfants de qualité pour permettre aux femmes d'exercer une activité rémunérée, de prendre en compte les tâches de soins non rémunérées dans les évaluations ou diagnostics axés sur le genre et de s'attacher à réduire les disparités entre hommes et femmes dans l'emploi dans les secteurs des infrastructures. Hormis ceux mentionnés ci-dessus, cependant, peu de donateurs disposent de lignes directrices spécifiques sur la manière d'intégrer les perspectives de genre dans plusieurs secteurs clés de l'Aide pour le commerce tels que les transports, l'énergie, les communications, la finance et les affaires, ou l'industrie.

Encadré 9.6. Lignes directrices sur le commerce, les infrastructures, les industries extractives et le tourisme

Guide sur l'intégration de la question du genre dans les projets de renforcement des capacités dans le domaine du commerce, ONUDI, 2015

- Veiller à ce que les femmes et les hommes tirent les mêmes avantages des projets de renforcement des capacités dans le domaine du commerce aux différentes étapes de ces projets (formulation, mise en œuvre, suivi et évaluation), au moyen de l'analyse selon le genre et de l'identification de parties prenantes et de partenaires potentiels.
- Les indicateurs de la capacité commerciale intégrant la question du genre comprennent: le rapport entre le revenu des femmes et celui des hommes dans des segments comparables de la chaîne de valeur; le pourcentage de femmes occupant des postes mieux rémunérés dans tous les segments de la chaîne de valeur; la proportion de femmes s'inscrivant à une formation au renforcement des capacités commerciales par rapport aux hommes; et le nombre de contrats d'achat conclus à la suite de la certification d'une entreprise appartenant à des femmes.

Intégration de la question du genre dans les infrastructures, BAD, 2009

- Indicateurs de conception et indicateurs portant sur les intrants: prise en compte des contraintes en matière d'infrastructures qui pèsent sur les rôles économique, domestique, communautaire et de gestion des femmes.
- Indicateurs de mise en œuvre: planification et mise en œuvre de projets participatifs avec les femmes dans les communautés.
- Indicateurs de résultats: augmentation du nombre de femmes participant à des activités de projet telles que la construction et l'entretien des routes, augmentation de la proportion de femmes ayant accès à l'emploi et à des activités génératrices de revenus.
- Indicateurs d'impact: augmentation du nombre de femmes entrepreneurs dans les activités routières.

Boîte à outils interne pour l'intégration de la question du genre dans les activités d'infrastructures, BID

La BID dispose d'une boîte à outils interne en ligne pour l'intégration de la question du genre dans les activités d'infrastructures. Cette boîte à outils est en train d'être intégrée dans un site Web en accès libre. Elle comprend des guides sur la prise en compte des perspectives de genre qui incluent des exemples de références pour la conception de projets, 150 activités intégrant la question du genre et 600 indicateurs de produits et de résultats.

Intégration de la question du genre dans les industries extractives, Banque mondiale, 2009

- Indicateurs de performance: capacité juridique des femmes de posséder et d'exploiter des mines, réglementations favorables aux femmes dans le secteur bancaire et en matière de propriété foncière; et activités de sensibilisation à la question du genre.
- Indicateurs d'impact: part du programme communautaire des entreprises de l'industrie extractive consacrée à des projets liés aux femmes, nombre de femmes employées et écart salarial entre les hommes et les femmes occupant le même emploi dans l'entreprise.

Égalité des sexes dans le tourisme, Nouvelle-Zélande, 2016

- Assurer la participation des femmes aux consultations, à la gouvernance, à l'élaboration des politiques et à la planification du tourisme par les autorités locales et renforcer les capacités des PME à associer les femmes aux consultations et à la prise de décisions.
- Favoriser les possibilités économiques pour les femmes dans le secteur des services (restauration, services de guide touristique, transport, hébergement et approvisionnement en nourriture). Réduire au minimum les stéréotypes associés aux femmes concernant les travaux de ménage, vaisselle et services de chambres.
- Promouvoir les bourses d'études et la formation dans les domaines de l'accueil, du marketing, du recrutement, de la gestion et des services financiers (assurances, opérations bancaires et prêts) pour les femmes.
- Veiller à ce que les femmes soient en mesure de négocier leurs conditions d'emploi, y compris les heures de travail, en fonction de leurs responsabilités familiales et communautaires.

Sources: Adapté de BAD (2009), Banque mondiale (2009), Ministère des affaires étrangères et du commerce de la Nouvelle-Zélande (2012) et ONUDI (2015).

Exemples d'intégration des perspectives de genre dans les domaines de l'Aide pour le commerce

Cette section présente quelques exemples parlants¹⁵ de donateurs qui intègrent des perspectives de genre dans différents secteurs de l'Aide pour le commerce. Ces exemples concernent des domaines dans lesquels la part de l'aide intégrant la question du genre est relativement élevée, tels que l'agriculture, les PME, le tourisme et l'habillement, ainsi que des domaines dans lesquels cette part est relativement faible, tels que le commerce, les infrastructures, la finance et les affaires et l'industrie. Les donateurs qui sont confrontés à des difficultés dans des domaines similaires pourraient s'inspirer de ces exemples. Dans la plupart des projets décrits ci-après, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont été considérées comme des objectifs significatifs (valeur 1) et non comme des objectifs principaux (valeur 2) (voir OCDE CAD 2018 pour la répartition).

Politique commerciale

La **Suède** et la **CNUCED** ont mis au point une boîte à outils sur le **commerce et le genre** qui fournit un cadre et une méthodologie pour évaluer l'impact sur les femmes des **réformes commerciales**, par exemple la mise en œuvre d'un accord commercial préférentiel. La méthodologie repose sur quatre éléments: l'évaluation des inégalités entre les sexes dans le contexte économique du pays; l'analyse quantitative des conséquences attendues de la réforme commerciale sur l'économie et les femmes; des indicateurs de suivi intégrant la question du genre; et un indice relatif au commerce et au genre permettant d'évaluer l'impact de l'ouverture commerciale sur le genre. La méthodologie a été appliquée dans le cadre de l'accord de partenariat économique entre l'UE et la Communauté de l'Afrique de l'Est pour évaluer l'impact sur les femmes kenyanes des réformes commerciales dans différents secteurs.

L'**Australie** et la **Banque mondiale** s'efforcent d'améliorer les possibilités économiques des femmes et la connectivité transfrontières par le biais du Programme régional de facilitation des échanges en Asie du Sud (SARTFP), notamment **au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde et au Népal**. Le SARTFP se fonde sur la reconnaissance du fait que les femmes et les hommes peuvent être affectés différemment par la facilitation des échanges, d'où la nécessité de collecter des données ventilées par sexe et d'effectuer des recherches, analyses, activités de suivi et évaluations solides dans ce domaine en tenant compte de la question du genre. Le SARTFP a permis l'adoption par les gouvernements de politiques de **facilitation des échanges** tenant compte de la problématique hommes femmes dans des domaines tels que les marchés transfrontières, l'accès aux installations, le transport fluvial et la politique touristique.

La **Suède** a également financé une étude visant à analyser l'incidence sur l'égalité hommes-femmes du futur accord d'association entre la **Géorgie, Moldova et l'Ukraine** et l'UE. Le rapport de l'étude souligne l'impact négatif potentiel de la concurrence à l'importation due à l'**accord commercial préférentiel** dans les domaines qui emploient de nombreuses femmes, tels que certains secteurs agricoles, l'industrie alimentaire et la fabrication de produits électroniques. En outre, il recense des opportunités pour les femmes dans d'autres domaines tels que le textile, l'habillement et divers services. L'étude conclut que, pour que les femmes puissent tirer parti des secteurs à plus forte intensité de capital, comme les services financiers ou les services liés aux TIC, il faudrait leur offrir davantage de possibilités d'acquérir les compétences nécessaires.

Les cas d'expérience présentés dans le cadre des exercices de S&E font référence à de nombreux projets de recherche sur le commerce et les femmes (OCDE-OMC 2011, 2017). Par exemple, l'**USAID** a évalué les contraintes et les opportunités associées au **commerce transfrontières** entre **le Malawi et le Botswana**. L'étude a révélé que les femmes manquaient généralement d'information sur les procédures aux frontières liées au commerce, qu'elles devaient payer des coûts de transaction plus élevés et qu'elles avaient un accès limité aux transports. Elle montre également que les femmes sont exposées au harcèlement et à différentes formes de violence sexiste, y compris des relations sexuelles sous contrainte, souvent exercée par des agents des douanes, lorsqu'elles doivent passer la nuit aux frontières.

Dans le cadre du projet de **réforme** et de modernisation des **douanes** de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Finlande a financé, avec la participation **du Kenya, de l'Eswatini, de l'Afrique du Sud, du Rwanda, de l'Ouganda, du Malawi, du Zimbabwe, de Maurice et des Seychelles**, des ateliers sur l'intégration de la question du genre dans les procédures en douane à l'intention des agents des douanes. L'OMD a lancé un outil d'évaluation organisationnelle en matière d'égalité entre les sexes, qui aide les administrations à évaluer leurs propres politiques, procédures et pratiques en matière d'égalité des sexes. En outre, un module d'apprentissage en ligne a été mis au point pour mieux faire connaître les moyens de promouvoir l'égalité des sexes dans les procédures douanières.

Le **Canada** et les **Pays-Bas** ont financé l'initiative Trade Mark East Africa (TMEA) en vue d'atténuer les contraintes qui limitent la participation des femmes commerçantes d'Afrique de l'Est aux activités économiques et au **commerce trans-frontières**, par exemple en organisant des formations de sensibilisation à la question de l'égalité des sexes à l'intention des douaniers dans 12 postes frontière. D'autres activités ont été menées avec les objectifs suivants: création de conditions favorables par la simplification, la traduction et la diffusion de la documentation sur les prescriptions en matière de commerce pour les petits commerçants, qui sont pour la plupart des femmes; adoption de chartes commerciales transfrontières intégrant la question du genre; création de coopératives et de plates-formes d'accès au marché pour les femmes commerçantes; élaboration d'un mécanisme de signalement pour les cas de violence faite aux femmes; collecte de données ventilées par sexe; et conduite de recherches fondées sur des éléments factuels concernant des problèmes affectant les femmes commerçantes. L'une des activités avait pour but d'augmenter de 30% l'utilisation des circuits commerciaux formels par les femmes commerçantes ciblées afin d'augmenter leurs revenus de 10%.

Dans le domaine de la **facilitation des échanges**, la **Banque mondiale** a fourni un appui à la **République démocratique populaire lao** en vue de simplifier la réglementation commerciale, de faciliter le commerce et d'améliorer la compétitivité des entreprises. Plus précisément, elle a appuyé la prestation de services consultatifs gratuits aux entreprises, y compris des entreprises dirigées par des femmes, et l'introduction d'ordinateurs dans les bureaux des provinces pour faciliter la présentation des documents et leur enregistrement. Les résultats doivent être mesurés par l'augmentation du nombre de licences d'exploitation dans les secteurs d'intérêt pour les femmes¹⁶ et la diminution du nombre de procédures pour les entreprises qui ont été créées par des femmes. En trois ans et demi, le projet a dépassé son objectif et atteint 34% des entreprises appartenant à des femmes.

Infrastructure économique

Dans le **secteur des transports**, la **BID** a encouragé l'emploi de femmes dans les travaux impliquant l'utilisation de machines lourdes pour la construction de routes en Amérique latine. Par exemple, **en Bolivie, au Nicaragua et au Paraguay**, les femmes employées dans des entreprises de construction et d'entretien des routes ont bénéficié d'une aide sous la forme de formations et de programmes de stages visant à développer leurs capacités techniques. Le projet prévoyait une évaluation fondée sur le genre de la demande de personnel qualifié sur le marché; la prise en compte des besoins spécifiques des femmes en termes de moyens de subsistance et de compétences afin d'accroître leur employabilité dans le secteur; et l'établissement de liens avec les opérations de prêt de la BID dans le domaine des transports pour obtenir le soutien des homologues gouvernementaux et des communautés locales pendant la mise en œuvre. L'un des résultats montre que 57% des femmes formées en Bolivie ont obtenu des résultats très élevés contre seulement 5% des hommes formés.

S'agissant du **transport aérien**, la **BAsD** a encouragé l'emploi de femmes dans les travaux de gestion et d'ingénierie visant à moderniser les aéroports et les marchés connexes en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**. Elle a introduit une disposition relative à la diligence raisonnable afin d'identifier les mesures en faveur de l'égalité des sexes et d'assurer la participation des femmes au développement des compétences et à la conception des aéroports. Les résultats de ces mesures seront examinés dans les rapports d'activité et le rapport d'achèvement du projet.

Au **Nicaragua**, le **Danemark** a appuyé un projet de construction et d'entretien d'infrastructures **routières rurales** visant à améliorer l'accès aux zones rurales. Des femmes ont participé à la conception et aux travaux du projet en tant que membres du comité sur les routes; elles ont représenté 30% des personnes employées, dépassant ainsi l'objectif de 20%. L'évaluation souligne que les revenus ainsi perçus par les femmes leur ont permis d'investir dans leur potager pour cultiver des légumes et produire de la volaille et du porc pour la vente.

Le **Royaume-Uni** a financé un programme de recherche sur l'**énergie durable**, l'accès à l'énergie et l'égalité des sexes, qui comprenait plusieurs projets de recherche axés notamment sur la dimension de genre dans l'économie politique de la dynamique du secteur de l'énergie, la réforme des subventions en faveur de l'égalité des sexes et en faveur des combustibles fossiles, et la constitution d'une base de données factuelles pour l'autonomisation des femmes et l'entrepreneuriat féminin afin d'améliorer l'efficacité des opérations dans le domaine de l'énergie. Les résultats montrent que les systèmes de fourniture d'énergie ne sont pas neutres sur le plan du genre; par exemple, les hommes sont plus susceptibles de prendre des décisions sur les ressources énergétiques lorsque les systèmes de fourniture sont centralisés, comme dans le cas des réseaux centraux. Les systèmes décentralisés de fourniture d'énergie, comme ceux de l'énergie solaire, fournissent de l'énergie à plus petite échelle, ce qui permet aux femmes de participer davantage à la gestion de l'énergie.

Dans le domaine de la **politique énergétique**, l'**Islande**, en collaboration avec ONU Environnement et d'autres partenaires, a organisé un atelier sur les femmes entrepreneurs et l'énergie durable au **Gabon** afin de promouvoir des politiques énergétiques intégrant la question du genre sur tout le continent africain. Cet atelier a mis en lumière le rôle des femmes dans la chaîne de valeur de l'énergie afin d'accroître les possibilités économiques et d'améliorer l'accès à l'énergie. Les gouvernements africains se sont notamment engagés à prendre des mesures dans les domaines suivants: politiques énergétiques respectueuses de l'environnement et intégrant la question du genre; amélioration de l'accès au financement et aux marchés pour les femmes entrepreneurs dans la chaîne de valeur; et renforcement des capacités, création de compétences et autonomisation des femmes entrepreneurs. L'atelier a en outre abouti à la création d'un cadre pour les femmes africaines entrepreneurs dans le secteur de l'énergie, qui sert de plate-forme pour l'échange de connaissances, l'accès au financement et l'accélération du passage à l'énergie durable.

Le **Canada** met en œuvre un projet au **Burkina Faso** qui fournit un appui dans le domaine de l'**électrification rurale**, notamment par la promotion de l'énergie solaire, ainsi que le développement d'entreprises connexes pour les femmes. L'installation d'équipements pour l'utilisation de l'énergie solaire permettra d'augmenter la production, la transformation et le stockage de l'oignon, du poulet et du poisson, des activités économiques importantes dans la région. Le projet devrait profiter à 40 000 personnes, en particulier des femmes, grâce à la participation de groupes de femmes.

L'**UE** met actuellement en œuvre un programme régional au **Kirghizistan** et au **Tadjikistan** pour traiter les **déchets d'uranium** provenant d'anciens sites miniers d'uranium. Le programme prévoit notamment des activités de sensibilisation à la radioprotection et tient compte des problèmes de temps, de mobilité et de ressources auxquelles les femmes sont confrontées. De plus, les femmes ont été encouragées à participer à des ateliers de formation des formateurs. En outre, il a été tenu compte de la dimension de genre lors de la conception du matériel de formation et d'information ainsi que de la campagne de sensibilisation du public. Ainsi, 60% des représentants des collectivités participant aux événements organisés dans le cadre de la campagne et 85% des participants aux ateliers destinés aux enseignants et au personnel médical étaient des femmes.

Dans le cadre du programme Finnpartnership, la **Finlande** a fourni un appui financier à la société Solar Fire Concentration pour qu'elle investisse dans de petits entrepreneurs, en particulier des femmes, au **Kenya** et en **Tanzanie**, afin de réduire les coûts énergétiques grâce à la technologie **solaire**. Dans ces pays, les femmes passent beaucoup de temps à ramasser du bois de chauffage pour cuisiner et sont alors exposées à des fumées dangereuses. L'énergie thermique solaire est plus facile à utiliser et plus propre et elle fait gagner du temps aux femmes, ce qui leur permet de gérer de petites entreprises telles que des boulangeries ou des services de déshydratation de produits agricoles. En outre, des fours utilisant la chaleur solaire pour la transformation des aliments ont été installés pour permettre aux femmes d'économiser l'argent qu'elles dépensaient en charbon de bois. Ces fours étaient utilisés par des coopératives de femmes pour griller des arachides ou des noix de cajou et sécher des bananes, mais aussi dans les boulangeries gérées par des femmes. Le projet prévoyait également des formations à l'installation d'appareils électriques à énergie solaire pour les résidents, ce qui exigeait la participation des femmes.

S'agissant de la **production d'énergie**, l'**Italie** a dispensé des formations à la construction et à l'utilisation de petits systèmes d'énergie solaire pour les femmes au **Burundi**. En outre, grâce à la fourniture d'électricité, le projet a spécifiquement soutenu des entreprises de broderie et d'habillement appartenant à des femmes qui utilisaient des machines à coudre électriques pour fabriquer des draps et des vêtements, et a promu l'utilisation de pompes à eau pour augmenter la production agricole. L'**ONUDI** a également formé des femmes et des jeunes à l'utilisation d'**énergies renouvelables** à des fins de production en Gambie, ce qui a permis la participation de plus de 1 000 femmes au programme.

Capacité de production

La **BID** a appuyé le projet de renouvellement et de modernisation du secteur du café en **Colombie** pour contribuer à l'augmentation des rendements et de la qualité du **café** de 2 000 petits producteurs, dont plus de la moitié sont des femmes. Grâce à ce financement, la coopérative accordera des prêts aux producteurs de café pour l'achat de petits moulins, la construction de parcs de séchage ou la réparation d'équipements existants. Une assistance technique sera fournie aux caféiculteurs pour les aider à se conformer aux normes de certification. Tout cela devrait permettre d'augmenter de 8% le rendement des grains de café et de réduire la quantité de grains endommagés.

Un projet mené par l'**USAID** et l'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture** en **Afghanistan** était spécifiquement axé sur les femmes travaillant dans la **chaîne de valeur** avicole. Le projet visait à augmenter leurs revenus par le biais d'une formation technique intensive sur l'élevage des volailles et la vaccination, ainsi que par des intrants durables tels qu'aliments pour animaux et médicaments, et par la mise en place d'un réseau de commercialisation pour les femmes, qui relie les aviculteurs des villages aux marchés urbains. Après deux ans, le projet avait formé plus de 21 000 femmes à la gestion avicole et organisé 850 groupes de producteurs. Selon une évaluation, les formations et le développement organisationnel ont permis à plus de 15 000 productrices d'œufs d'augmenter leur revenu familial.

La **Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO)** a fourni des crédits à la Société ivoirienne de traitement de l'anacarde (SITA) en **Côte d'Ivoire**. L'entreprise, qui est dirigée par une femme, employait principalement des femmes pour la transformation des noix de cajou. Aujourd'hui, l'entreprise est le leader de l'industrie de la noix de cajou dans le pays, qui est le deuxième exportateur mondial de ce produit après l'Inde. Dans le cadre d'un projet de l'Université de Cordoue financé par l'**Agence andalouse de coopération pour le développement international**, l'**Espagne** a apporté son soutien à l'organisation d'un cours sur la **gestion des ressources naturelles** dans deux universités du **Mozambique**. Le cours comportait un module spécifique sur l'intégration d'une perspective de genre. Ce projet comprenait notamment une publication sur la gestion des ressources forestières et la production d'énergie par les ménages et accordait une attention particulière au rôle des femmes dans les communautés rurales.

La **BAsD** a octroyé une subvention à la Chambre de commerce et d'industrie des femmes du **Bangladesh** pour promouvoir l'**entrepreneuriat** féminin. Le projet a permis à 900 femmes entrepreneurs de recevoir une formation sur les demandes de prêts. Par conséquent, 91 femmes ont reçu des prêts et un grand nombre d'entre elles ont créé une entreprise. En outre, 600 fonctionnaires d'institutions financières ont reçu une formation sur les politiques gouvernementales en faveur des femmes. Sur la base de ce projet, la BAsD met actuellement en œuvre un projet de développement des PME qui prévoit que 10% des crédits seront alloués à des PME dirigées par des femmes.

En **Cisjordanie** et dans la **bande de Gaza**, la **Banque mondiale** a financé la création du projet Abraham Path, qui prévoit des randonnées de longue distance avec hébergement dans des familles palestiniennes locales et guides locaux. Les hôtes, qui doivent gérer et préparer le logement et la nourriture le long du sentier d'Abraham, sont le plus souvent des femmes. Le projet offre également aux femmes artisans locales la possibilité de vendre leurs produits aux randonneurs qui traversent leur village ou y séjournent. La Banque mondiale a financé l'établissement de l'itinéraire, la formation des guides et des hôtes, ainsi que la commercialisation du projet par le biais d'un centre d'information en ligne, de cartographies et des médias sociaux. Les femmes bénéficient de programmes de formation en **tourisme** et en langues et de préparation à l'emploi. Le dernier rapport de suivi indique que 196 emplois ont été créés depuis le lancement de l'initiative en 2014, dont 57% sont occupés par des femmes.

Les cas d'expérience présentés dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce montrent que de nombreux projets intégrant les perspectives de genre concernent les domaines de l'agriculture et des PME, et plus précisément la formation, l'accès à la microfinance et l'amélioration de la qualité des produits pour se conformer aux normes ou certifications internationales (OCDE-OMC 2011, 2015, 2017). Ils montrent également des exemples concrets de l'activité des donateurs dans les secteurs du textile et de l'habillement, où les femmes sont surreprésentées. Les projets sont axés sur la garantie de conditions de travail décentes pour les femmes grâce à la mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de normes du travail dans les usines, la réalisation de contrôles ponctuels, l'organisation de formations sur les compétences de supervision et l'intégration dans les syndicats (OCDE-OMC 2011).

La **BAsD** a soutenu les réformes gouvernementales en matière de **politique industrielle** aux **Philippines** afin de contribuer à stimuler la compétitivité du pays. Le projet comprenait des formations du personnel des agences nationales axées sur les partenariats public-privé et les femmes ont représenté plus de 50% des bénéficiaires, dépassant ainsi l'objectif fixé. La **Fondation interaméricaine des États-Unis** a appuyé un projet relatif à l'**exploration minière** en **Bolivie**, qui visait à aider les femmes de coopératives minières à améliorer leur productivité et leurs revenus. Le projet prévoyait la fourniture de machines, d'équipement, d'outils, de matériel de sécurité et l'organisation d'une formation connexe.

Au **Mozambique**, la **Norvège** a appuyé un projet dans le **secteur pétrolier et gazier** visant à renforcer les capacités techniques des jeunes Mozambicains afin qu'ils puissent profiter des possibilités d'emploi dans ce secteur ou des investissements connexes. L'objectif était de former 500 personnes par an afin qu'elles obtiennent les qualifications exigées par l'industrie pétrolière et gazière, avec un objectif de 50% de femmes en deux ans. Au cours des 18 premiers mois, 47% des 450 personnes qui ont suivi le cours étaient des femmes. De plus, environ 25% des animateurs du projet, souvent recrutés dans le centre de formation, étaient également des femmes.

La **Suisse** a accordé une subvention à la Société financière internationale (SFI) pour l'élaboration d'un programme au **Maroc**, en **Tunisie** et en **Égypte** visant à améliorer l'accès des femmes aux services financiers et non financiers en fournissant des services consultatifs aux **institutions financières**, telles que les banques et les institutions de microfinance. À titre d'exemple, la SFI aide les institutions financières à élargir leur offre aux entreprises dirigées par des femmes, notamment pour les services financiers mais aussi pour les services non financiers comme les possibilités de création de réseaux de coopération et les cours de formation. Elle sensibilise également les institutions financières aux meilleures pratiques en matière de services bancaires pour les femmes et en fait la promotion. L'ONUDI a également mené un projet similaire dans la région afin d'accroître la création de réseaux de coopération et le renforcement des capacités des associations de femmes.

Les **Pays-Bas** ont appuyé la création de Global Banking Alliance (GBA) for Women, un consortium international composé de 46 membres - pour la plupart des institutions financières - qui s'est engagé à promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Son objectif est d'améliorer l'accès des femmes aux capitaux, aux marchés et à la formation. La GBA mène des études de marché sur "l'économie des femmes" et a également créé une bibliothèque en ligne rassemblant d'autres recherches connexes. En outre, elle organise des sommets annuels réunissant des femmes entrepreneurs, des universitaires, des banquières et d'autres parties prenantes pour passer en revue les meilleures pratiques et les innovations du marché en faveur de l'autonomisation économique des femmes. En **Turquie**, la **France** a accordé un prêt à la TSKB, une banque privée turque de développement et d'investissement, pour qu'elle ouvre une ligne de crédit destinée aux entreprises qui emploient activement des femmes ou pour qu'elle se conforme aux réglementations turques en matière de **santé et de sécurité au travail**. La banque a indiqué que la ligne de crédit avait contribué à l'embauche d'environ 700 femmes.

Les cas d'expérience présentés dans le cadre des exercices de S&E indiquent également que le **Groupe de développement des infrastructures privées (PIDG)** a financé un projet **multisectoriel** qui prévoyait la mise en service de transbordeurs, la réfection de routes et la fourniture d'électricité solaire pour desservir les habitants de l'île de Kalangala en Ouganda, afin d'accroître le tourisme sur l'île. La formation dispensée dans le cadre du projet a permis de former les premières femmes marins certifiées en **Ouganda**. Aux **Philippines**, l'**Allemagne** a mené un projet de gestion des ressources côtières dans le cadre duquel 60% des pisciculteurs étaient des femmes. Ce projet visait à aider les femmes et les hommes à éviter la surexploitation des zones de **pêche** grâce à des activités de formation et d'apprentissage par les pairs. Grâce à ce projet, des femmes ont été nommées à des postes clés dans des groupes locaux de gestion durable des ressources et ont pris part à des discussions sur le cadre réglementaire et financier du gouvernement, les aires marines protégées et le développement des capacités des organisations de pêcheurs.

Synthèse et évaluation des activités des donateurs

En résumé, ce qui précède montre qu'il existe plusieurs bons exemples d'activités d'aide pour le commerce intégrant la question du genre menées par les donateurs, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie, de la finance et des affaires et de l'industrie. Ces projets sont généralement de moindre envergure que les projets qui n'intègrent pas la dimension genre dans les mêmes secteurs. De nombreux projets prévoient la formation des femmes, soit en tant que fonctionnaires du gouvernement chargées de l'élaboration ou de la mise en œuvre de politiques, soit en tant que bénéficiaires d'activités pour l'amélioration de la génération de revenus. Beaucoup établissent des objectifs ou des quotas pour s'assurer que les femmes représentent une proportion suffisante des personnes formées ou de la main-d'œuvre locale employée dans la construction. D'autres activités sont organisées, notamment la réalisation d'études ou la conception de projets qui intégreraient les perspectives de genre dans le domaine ou l'activité en question. Si certains projets visent également à aider les femmes à pénétrer le marché mondial, ils se limitent souvent au segment à faible valeur ajoutée dans l'agriculture, l'artisanat et l'habillement.

Ces projets peuvent être classés en deux catégories: les projets de politique publique en amont, qui tiennent compte de la dimension de genre, et les projets en aval, qui visent à aider directement les femmes bénéficiaires. En d'autres termes, certains projets sont "sur les femmes" (sujet de formation), "pour les femmes" (personnes formées ou bénéficiaires), ou "par les femmes" (femmes décideurs ou formatrices) (voir tableau 9.1). Outre les projets bilatéraux traditionnels, les donateurs financent également des organismes internationaux spécialisés tels que l'ITC, l'ONUDI et le TMEA, et contribuent à la création de plates-formes mondiales telles que la GBA, afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes aux niveaux régional ou mondial. En outre, des efforts sont déployés pour inciter le secteur privé à fournir un financement en faveur de l'autonomisation économique des femmes, notamment par la BIO, le PIDG, le programme Finnpartnership et les IFD du G-7.

Tableau 9.1. Types d'activités intégrant la dimension de genre dans l'Aide pour le commerce (à suivre)

Catégorie	Secteur	Sur les femmes	Pour les femmes	Par les femmes
Politiques commerciales	Politiques commerciales	■ Outils/formations/études sur la sensibilisation à l'égalité des sexes	■ Formation, y compris pour les femmes fonctionnaires	
		■ Intégration des questions de genre dans les APE/politiques	■ Simplification de l'enregistrement, y compris pour les femmes entrepreneurs	
		■ Intégration de la dimension de genre dans les réformes douanières	■ Services de conseil gratuits, y compris pour les femmes entrepreneurs	
Infrastructure économique	Routes		■ Emplois pour les ouvrières ■ Formation pour les femmes sur l'entretien des routes	Femmes membres de comités pour la conception de routes
	Aéroports		■ Emploi dans la mise à niveau et les marchés ■ Formation et prestation de services	Femmes décideurs dans la planification aéroportuaire
	Énergie	■ Atelier sur la politique énergétique intégrant la question du genre ■ Études sur la dimension de genre dans le secteur de l'énergie	■ Plate-forme pour les femmes dans la chaîne de valeur de l'énergie ■ Fourniture d'énergie solaire à des femmes entrepreneurs ■ Formation de femmes à l'utilisation de l'énergie pour des entreprises détenues par des femmes	Femmes formatrices
	Politique industrielle	Étude de marché sur les entreprises détenues par des femmes	Formation sur les partenariats public-privé, y compris pour les femmes fonctionnaires	Femmes facilitatrices
	Ressources naturelles		■ Formation et fourniture de machines pour l'exploitation minière, y compris pour les femmes ■ Formation à l'exploitation pétrolière, y compris pour les femmes	
	Secteur financier	■ Mise en place d'une plate-forme pour les femmes dans le secteur bancaire ■ Sensibilisation des institutions financières sur les questions de genre	■ Crédits pour les femmes entrepreneurs ■ Formation à la gestion financière pour les entrepreneurs	
	Entrepreneuriat		Formation sur l'énergie solaire et la génération de revenus pour les entrepreneurs	

Sur le plan de la procédure, la plupart des donateurs se sont engagés à collecter des données ventilées par sexe; à réaliser des analyses *ex ante* du contexte sectoriel/institutionnel et des bénéficiaires des projets; et à effectuer un suivi et une évaluation de la dimension de genre. Dans le même temps, tous les donateurs n'entreprennent pas ces activités de façon systématique. Par exemple, les seuls donateurs qui, en général, ventilent par sexe le nombre de personnes qui reçoivent de l'électricité sont l'UE, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la BAD et la Banque mondiale (OCDE 2019b). Étant donné que la collecte de données sur l'accès à l'énergie par les citoyens et les consommateurs relève, entre autres, de la responsabilité du gouvernement national, dans de nombreux cas, les donateurs doivent encourager les pays partenaires à ventiler les données par sexe. En outre, certains donateurs mettent l'accent sur les indicateurs de processus pour l'intégration de la dimension de genre dans leurs institutions internes – sans rapport avec l'impact sur les pays partenaires – comme dans le cas du renforcement de la formation du personnel de la coopération au développement en matière de sensibilisation à la question du genre, la proportion de femmes cadres dans les organismes d'aide et l'organisation de réunions sur l'intégration de la question du genre dans les administrations.

Tableau 9.1. Types d'activités intégrant la dimension de genre dans l'Aide pour le commerce

Catégorie	Secteur	Sur les femmes	Pour les femmes	Par les femmes
Capacité de production	Tourisme		<ul style="list-style-type: none"> ■ Formation de femmes à l'accueil des touristes ■ Formation de femmes à la gestion des ressources maritimes 	
	Textiles	<ul style="list-style-type: none"> ■ Application des normes du travail dans les entreprises qui emploient des femmes ■ Formation sur les compétences de supervision dans les entreprises qui emploient des femmes 	Intégration des femmes dans les syndicats	
	Agriculture		<ul style="list-style-type: none"> ■ Coopération technique ou prêts pour accroître le rendement des cultures pour les agricultrices ■ Investissement dans une entreprise de transformation des noix de cajou dirigée par une femme ■ Formation sur les produits de l'exploitation forestière pour des groupes de femmes 	
	Pêche		<ul style="list-style-type: none"> ■ Formation sur la gestion des ressources côtières pour les pisciculteurs ■ Nomination de femmes dans des groupes locaux 	Femmes décideurs dans les groupes de pêche

D'autres donateurs disposent d'indicateurs de résultats tels que le nombre de femmes qui ont reçu une formation, le nombre de celles qui ont accès à l'énergie ou le nombre de celles qui bénéficient de services consultatifs financiers. Cependant, ils sont peu nombreux à utiliser des indicateurs axés davantage sur les résultats. Cela se reflète dans l'exercice de S&E de 2019 qui a montré que seulement la moitié des donateurs avaient déclaré qu'ils disposaient d'indicateurs permettant de suivre l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce. Les quelques donateurs qui ont indiqué qu'ils disposaient de ces indicateurs se réfèrent principalement à des données ventilées par sexe, comme le nombre ou la proportion de femmes qui sont parvenues à être recrutées à des postes non qualifiés, techniques, de gestion ou de supervision, celles qui possèdent des titres fonciers ou celles qui ont obtenu un financement. D'autres indicateurs de résultats concernent le nombre de ménages qui ont adopté des technologies d'économie d'énergie ou les entreprises enregistrées appartenant exclusivement ou conjointement à des femmes.

Les activités visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans certains secteurs de l'Aide pour le commerce sont particulièrement importantes dans les contextes où les normes sociales pourraient limiter l'accès des femmes au marché ou au financement, notamment pour les plus pauvres et les marginalisées. Par conséquent, certains donateurs estiment que l'Aide pour le commerce tenant compte de la question du genre devrait être associée à d'autres efforts de lutte contre la pauvreté et les inégalités afin d'avoir le plus d'effets positifs. D'autres soulignent l'importance de promouvoir l'emploi des femmes dans les professions à prédominance masculine, en particulier dans le secteur des transports, où peu de femmes travaillent et généralement à des postes mal rémunérés, comme le nettoyage ou la signalisation routière. Le développement professionnel et les possibilités économiques des femmes dans certains secteurs sont limités par des stéréotypes discriminatoires et les rôles restrictifs attribués à chaque sexe qui déterminent les emplois qui conviennent aux femmes.

Dans le même temps, les formations à court terme et l'emploi dans le cadre de projets peuvent ne pas suffire pour changer les politiques ou soutenir les activités économiques des femmes, et l'efficacité des interventions des donateurs en est ainsi limitée (Buvinic et Furst-Nichols, 2014). En plus de réaliser l'objectif consistant à amener les femmes à participer à des cours de formation ou à des processus de consultation, ces activités pourraient indiquer *a posteriori* si les politiques ou la conception des projets ont été modifiées du fait d'une participation accrue des femmes. En outre, il faudrait également étendre la portée des projets ciblant les femmes, que ce soit en tant que bénéficiaires de prêts, productrices de biens commercialisables ou employées dans des professions à prédominance masculine susceptibles de favoriser la création de revenus et l'esprit d'entreprise, afin qu'ils aient un impact plus important. Pour ce faire, une coopération sera également nécessaire en vue d'aider les gouvernements partenaires à améliorer l'environnement politique et juridique.

En outre, les donateurs devraient veiller à collecter systématiquement des données ventilées par sexe, à effectuer des analyses *ex ante* et à inclure des indicateurs liés au genre dans leurs cadres de résultats, en s'alignant dans la mesure du possible sur les indicateurs des ODD et sur les cadres de résultats des pays partenaires. À cet égard, les donateurs pourraient également contribuer à renforcer les systèmes statistiques et les systèmes de gestion axés sur les résultats des pays partenaires, en particulier en ce qui concerne la prise en compte de la dimension de genre. En plus d'établir un système approprié de suivi et d'évaluation, les donateurs devraient également utiliser les informations sur les résultats générés par ces systèmes pour savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. En particulier, il est important de mieux comprendre comment l'intégration d'une perspective de genre dans les secteurs clés de l'Aide pour le commerce peut produire des résultats durables et à long terme pour l'autonomisation économique des femmes. Enfin, il est également essentiel de reproduire les bonnes pratiques et d'améliorer la programmation, en plus de communiquer les résultats.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

L'autonomisation économique des femmes a été reconnue comme l'un des principaux moteurs du développement durable et de l'égalité des sexes. Dans ce contexte, le commerce peut permettre aux femmes de faire valoir leur position en tant qu'acteurs économiques et d'en retirer des avantages pour elles et leur famille. Par ailleurs, une attention particulière doit être accordée aux conséquences négatives de la libéralisation des échanges pour les femmes. L'Aide pour le commerce devrait donc permettre aux femmes de tirer profit du commerce, en particulier grâce à une participation active et significative dans les secteurs pertinents, et réduire au minimum les effets négatifs découlant de la recherche de possibilités économiques. Dans ce contexte, l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce a établi un principe directeur visant à intégrer la question de l'égalité hommes-femmes dans l'Aide pour le commerce afin de promouvoir le rôle des femmes dans le développement durable et inclusif.

Ces dernières années, les donateurs ont en général augmenté leur aide pour le commerce tenant compte de la question du genre. Plus particulièrement, les donateurs tiennent assez bien compte de cette question dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, des PME et du microfinancement. Certains donateurs disposent de stratégies et de lignes directrices claires pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans ces domaines. En revanche, la question de l'égalité hommes-femmes n'est pas aussi bien prise en considération dans les secteurs tels que les transports, l'énergie, les communications, l'industrie, la finance et les affaires. De nombreux donateurs bilatéraux n'ont généralement ni stratégies ni lignes directrices sur la promotion de l'autonomisation économique des femmes dans ces domaines.

Néanmoins, il existe de bons exemples d'aide pour le commerce tenant compte de la question du genre dans des domaines problématiques qui pourraient être partagés avec d'autres donateurs dont les approches ne sont pas aussi développées. Les activités concernées sont les suivantes: inclusion des femmes dans les programmes de formation, projets générateurs de revenus pour les femmes, augmentation de l'accès au financement et de l'emploi pour les

femmes, et études sur le renforcement des aspects d'une politique sectorielle donnée relatifs à l'égalité hommes-femmes. Dans le même temps, de nombreux donateurs ne disposent toujours pas d'indicateurs ou de systèmes de suivi et d'évaluation appropriés permettant de mesurer l'impact sur l'autonomisation économique des femmes dans ces domaines. Ces mécanismes permettront de mieux comprendre comment les activités intégrant la question du genre peuvent mieux contribuer à l'autonomisation économique des femmes.

Dans le guide du GENDERNET intitulé *Why Gender Matters in Infrastructure*, de 2004, il est indiqué ce qui suit:

Bien que l'égalité des sexes soit considérée comme essentielle à la viabilité des projets et à la réalisation des OMD dans les politiques de nombreux organismes d'aide, ces organismes éprouvent souvent de réelles difficultés à traduire leurs engagements politiques et décisionnels dans la pratique. C'est particulièrement le cas pour les grands projets d'infrastructures.

Encadré 9.7. Opinion – Ann Linde, Ministre du commerce extérieur de la Suède

Le Programme 2030 souligne la pertinence du commerce international en tant qu'objectif et moyen pour le développement durable et reconnaît l'importance de l'Aide pour le commerce. Mon gouvernement est très attaché à ces engagements, comme l'illustre notre ferme soutien à l'Initiative Aide pour le commerce. En outre, en tant que Ministre du commerce du premier gouvernement officiellement féministe du monde, j'utilise les plates-formes disponibles pour faire avancer la question de l'égalité des sexes, principalement l'OMC et les accords de libre-échange de l'UE, mais aussi l'Aide pour le commerce. La Suède déploie des efforts en faveur d'une intégration globale de la dimension de genre dans toutes les activités de coopération au développement. C'est ce qui ressort, par exemple, du cadre politique du gouvernement en matière de coopération au développement. En outre, depuis 2018, la Suède s'est dotée d'une stratégie globale de coopération au développement pour l'égalité des sexes et les droits des femmes et des filles.

Historiquement, le commerce s'est révélé être un moteur du développement et de réduction de la pauvreté en stimulant la croissance, en particulier dans les pays en développement. Le monde a connu une énorme transformation économique au cours des 3 dernières décennies. Les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent entre les pays plus rapidement que jamais auparavant, de sorte que l'information et le savoir sont devenus des marchandises mondiales. En outre, la révolution numérique a offert de grandes possibilités en matière de croissance, d'emploi et de développement durable dans le monde entier. Dans le même temps, l'OCDE a constaté qu'à travers le monde le nombre de femmes connectées était inférieur d'environ 250 millions à celui des hommes, dont beaucoup vivaient dans les pays en développement. Cela se produit à un moment où de nombreux éléments donnent à penser que l'accès au monde numérique peut contribuer à stimuler le développement personnel des femmes et à accroître leur prospérité. Le rapport *Women and the Web* d'Intel a révélé que l'amélioration de l'accès à Internet dans les pays en développement se traduirait par une contribution estimée entre 13 et 18 milliards de dollars au PIB annuel de 144 pays.

Étant donné que les ODD mettent fortement l'accent sur le rôle que joue le commerce dans la réalisation des objectifs mondiaux et du Programme 2030, il était étonnant de lire que seule une petite partie de l'Aide pour le commerce intégrant la question du genre entraînait dans la catégorie "politique commerciale". J'ai également été surprise d'apprendre que peu de donateurs intégraient les perspectives de genre dans les secteurs clés de l'Aide pour le commerce, notamment celui des TIC. Si cela est dû à l'absence de lignes directrices, nous devons commencer à en formuler dans des domaines essentiels pour contribuer à l'autonomisation économique des femmes ainsi qu'à la réalisation des objectifs mondiaux et du Programme 2030.

Ce type d'analyse est très pertinent et utile, et c'est précisément le genre d'effort qui est nécessaire pour passer de la parole aux actes. En fait, il s'agit là d'un signal d'alarme pour les donateurs et les pays, qui doivent accorder l'importance requise aux questions d'égalité des sexes dans le commerce. En ce sens, le marqueur relatif à l'égalité homme-femme est un outil utile, et nous sommes conscients du travail d'assurance qualité que le CAD de l'OCDE ne cesse de mettre en œuvre pour assurer une application harmonisée de ce marqueur au sein des donateurs.

Quinze ans plus tard, la citation est toujours valable, non seulement pour les infrastructures, mais aussi pour de nombreux autres domaines de l'Aide pour le commerce, quoique dans une moindre mesure pour l'agriculture, les PME, l'artisanat et la microfinance. Des recherches et des analyses plus approfondies sont nécessaires pour établir une base de données factuelles sur la manière dont les donateurs peuvent contribuer à l'autonomisation économique des femmes – au-delà de la formation à court terme pour les femmes et de l'emploi dans le cadre de projets – et pour examiner comment étendre la portée des projets générateurs de revenus afin de renforcer leur impact et leur durabilité. Dans ce contexte, il pourrait être utile de partager ou de mieux appliquer les orientations sur la manière de planifier, de suivre et d'évaluer les activités des donateurs afin de contribuer à l'autonomisation économique des femmes grâce à l'Aide pour le commerce, en particulier dans des domaines tels que les transports, l'énergie, les communications, la finance et les affaires, l'extraction minière et l'industrie (voir l'encadré 9.7) sur la base des travaux du GENDERNET du CAD.

Ces lignes directrices pourraient inclure une méthode pour la réalisation d'évaluations ou de diagnostics sur l'égalité hommes-femmes qui prendraient en considération l'incidence des infrastructures sur les activités de soins non rémunérés assurés par les femmes, en examinant les schémas de mobilité ou de consommation d'énergie, en particulier chez les populations pauvres des zones rurales. Elles pourraient aussi encourager le développement d'activités de sensibilisation et de formation destinées aux hommes et aux femmes afin que les investissements dans les infrastructures tiennent compte de la question de l'égalité hommes-femmes (OCDE 2019a). En outre, certains donateurs soulignent la nécessité d'avoir une direction et une volonté politique fortes pour assurer la mise en œuvre de ce programme; de disposer de ressources adéquates et d'un nombre suffisant d'experts possédant les compétences et l'expérience requises pour renforcer les capacités d'intégration de la dimension de genre; de sélectionner rigoureusement les partenaires de mise en œuvre ayant des objectifs communs; et d'assurer qu'il soit rendu compte des activités entreprises. Tous ces efforts pourraient en particulier contribuer à la réalisation de deux ODD: l'ODD 5, qui concerne l'autonomisation des femmes, notamment l'accès à la propriété foncière et aux services financiers ainsi que les soins non rémunérés, au moyen de la fourniture d'infrastructures, et l'ODD 8, qui vise à promouvoir l'emploi productif pour les femmes. ■

NOTES

1. Paragraphe 157 "Si la mondialisation de l'économie a ouvert de nouvelles possibilités d'emploi aux femmes, d'autres tendances ont exacerbé les inégalités entre les sexes. D'un autre côté, la mondialisation, et notamment l'intégration économique, peut créer des pressions favorisant un ajustement de l'emploi des femmes et la recherche de nouvelles sources d'emploi au fur et à mesure que se modifie la structure des échanges. Il faudrait analyser plus à fond les effets de la mondialisation sur la condition économique des femmes."
2. Dans l'exercice de S&E de 2013, le Canada, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont déclaré qu'il était ressorti des évaluations des impacts de leurs projets de chaîne de valeur sur l'autonomisation économique des femmes qu'en général il y avait eu des changements positifs.
3. Les autres recommandations étaient les suivantes: 1) partager nos expériences respectives relatives aux politiques et aux programmes destinés à encourager la participation des femmes à l'économie nationale et internationale par des échanges d'informations dans le cadre de l'OMC, le cas échéant, et par la présentation de rapports volontaires pendant le processus d'examen des politiques commerciales de l'OMC; 2) partager les meilleures pratiques pour effectuer une analyse des politiques commerciales basée sur le genre et pour en suivre les effets; 3) partager les méthodes et procédures pour la collecte de données ventilées par sexe, l'utilisation d'indicateurs et de méthodes de suivi et d'évaluation et l'analyse des statistiques relatives au commerce axées sur le genre; et 4) travailler ensemble à l'OMC pour supprimer les obstacles à l'autonomisation économique des femmes et pour accroître leur participation au commerce.
4. Cette question n'a plus été posée dans les exercices de S&E des années ultérieures.
5. Voir <https://www.empowerwomen.org/en/who-we-are/initiatives/sg-high-level-panel-on-womens-economic-empowerment>
6. Y compris l'aide publique au développement concessionnelle et les autres flux officiels d'aide au développement non concessionnelle
7. Entre 1998 et 2017, le financement public du développement en faveur de la santé, de l'éducation, du gouvernement, de la société civile et de l'eau a représenté entre 42% et 61% des engagements bilatéraux préaffectés en faveur de l'égalité des sexes.
8. L'objectif de GENDERNET est d'améliorer les politiques et les pratiques visant à renforcer l'égalité des sexes dans les programmes de développement et à garantir les droits des femmes et des filles en contribuant à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
<http://www.oecd.org/dac/gender-development/about-gendernet.htm>
9. Les données utilisées pour *How Does Aid Support Women's Economic Empowerment?* comprennent uniquement l'APD et les flux des membres du CAD, alors que les données du présent chapitre englobent à la fois l'APD et les autres flux officiels des membres du CAD et des banques multilatérales de développement. Par ailleurs, la première publication couvre un éventail plus large de secteurs tels que le développement urbain, la gestion des finances publiques et les politiques en matière d'emploi, qui ne sont pas couverts par le présent chapitre car ils ne font pas partie des secteurs de l'Aide pour le commerce.

10. Selon la définition donnée par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce, les projets et programmes relèvent de l'Aide pour le commerce s'ils sont désignés comme des priorités de développement liées au commerce dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires. Par ailleurs, pour mesurer les flux d'aide pour le commerce, l'Équipe spéciale a retenu les catégories suivantes: assistance technique pour la politique et la réglementation commerciales, infrastructure liée au commerce, renforcement de la capacité de production (y compris le développement du commerce), ajustement lié au commerce et autres besoins liés au commerce. La base de données en ligne du CAD (Système de notification des pays créanciers – SNPC) a été reconnue comme la meilleure source de données disponible pour le suivi des apports globaux d'aide pour le commerce. Il convient de garder à l'esprit que les données du SNPC ne correspondent pas exactement à chacune des catégories d'aide pour le commerce mentionnées plus haut. En fait, le SNPC fournit des données supplétives concernant quatre rubriques: politique et réglementation commerciales, infrastructure économique, renforcement de la capacité de production et ajustement lié au commerce. Le SNPC couvre l'ensemble de l'APD, mais seules les activités notifiées dans les quatre catégories susmentionnées sont considérées comme relevant de l'aide pour le commerce. Il n'est pas possible de distinguer les activités relatives aux "autres besoins liés au commerce". Pour estimer le volume de ces "autres" engagements, les donateurs doivent examiner les projets d'aide dans les secteurs autres que ceux qui ont été pris en compte jusque-là – par exemple dans les domaines de la santé et de l'éducation – et indiquer, le cas échéant, la part de ces activités ayant une importante composante commerciale. Un programme en matière de santé, par exemple, peut permettre un accroissement du commerce à partir de localités où la charge de morbidité constituait un obstacle au commerce. Par conséquent, pour suivre l'aide pour le commerce de manière rigoureuse, il faudrait comparer les données du SNPC et les auto-évaluations des donateurs et des pays partenaires. La liste des secteurs couverts par l'aide pour le commerce est disponible à l'adresse suivante: <http://www.oecd.org/dac/aft/Aid-for-trade-sector- codes.pdf>.
11. Les communications ne comprennent pas l'assistance en matière de TIC dans d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation, les entreprises, la gestion des finances publiques, etc.
12. Le budget annuel moyen pour la période 2014-2017 des projets intégrant la question du genre par rapport à celui des projets n'intégrant pas cette question était, respectivement, de 2 millions d'USD contre 4 millions d'USD dans le secteur de l'énergie, de 0,9 million d'USD contre 3 millions d'USD dans le secteur de l'extraction minière et de l'industrie, et de 3 millions d'USD et 4 millions d'USD dans le secteur des finances et des entreprises.
13. Les données pour l'Afrique comprennent les données pour l'Afrique, le Moyen-Orient, le nord du Sahara et le sud du Sahara. Les données pour l'Amérique latine et les Caraïbes comprennent les données pour l'Amérique, l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Les données pour l'Asie comprennent les données pour l'Asie, l'Extrême-Orient, l'Océanie et l'Asie du Sud et centrale.
14. Ce travail a été dirigé par le Centre de développement de l'OCDE, qui compte de nombreux pays en développement membres, mais pas tous les membres du CAD.
15. La plupart des projets ont été identifiés à partir du système de notification des pays créanciers du CAD. Des informations supplémentaires ont été obtenues par le biais de sources en ligne ou dans le cadre d'échanges avec les donateurs concernés.
16. Les secteurs concernés ne sont pas précisés dans le document de la Banque mondiale.

RÉFÉRENCES

2X Challenge, site web <https://www.2xchallenge.org/>

2X Challenge (2018), 2X Criteria, <https://static1.squarespace.com/static/5b180402c3c16a6fe0001e45/t/5bdc3ef321c67c31502108f4/1541160694250/2X+Challenge+Criteria+pour+cent2818+October+2018+pour+cent29.pdf>

Abukumail, A.H. (2017) *West Bank and Gaza - Abraham Path: Economic Development across Fragile Communities: P147235 - Implementation Status Results Report: Sequence 06*, Groupe de la Banque mondiale.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/761131496943874637/West-Bank-and-Gaza-Abraham-Path-Economic-Development-across-Fragile-Communities-P147235-Implementation-Status-Results-Report-Sequence-06>,

Washington, D.C.

Asia Foundation (2018) *Emerging Lessons on Women's Entrepreneurship in Asia and the Pacific: Case Studies from the Asian Development Bank and The Asia Foundation*, Banque asiatique de développement,

<http://hdl.handle.net/11540/8796>

Banque africaine de développement (2009), *Checklist for Gender Mainstreaming in the Infrastructure Sector*, Groupe de la Banque africaine de développement. <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Checklist%20for%20Gender%20Maintstreaming%20in%20the%20Infrastructure%20Sector.pdf>

Banque asiatique de développement, *Papua New Guinea: Civil Aviation Development Investment Program*, informations sur le projet, <https://www.adb.org/projects/43141-013/main>

Banque asiatique de développement, *Philippines: Increasing Competitiveness for Inclusive Growth Program*, informations sur le projet, <https://www.adb.org/projects/43396-014/main#project-pds>

Banque mondiale (2009), *Mainstreaming Gender into Extractive Industries Projects Guidance, Note for Task Team Leaders*, publication de la série Extractive Industries and Development, n° 9, http://siteresources.worldbank.org/EXTOGMC/Resources/eifd9_gender_guidance.pdf, Washington, D.C.

Banque mondiale (2012), *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4391>, Washington, D.C.

Banque mondiale (2015a). *The cost of the gender gap in agricultural productivity in Malawi, Tanzania, and Uganda*, Groupe de la Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/847131467987832287/The-cost-of-the-gender-gap-in-agricultural-productivity-in-Malawi-Tanzania-and-Uganda>, Washington, D.C.

Banque mondiale, (2015b) *World Bank Group gender strategy (FY16-23): gender equality, poverty reduction and inclusive growth*, Groupe de la Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/820851467992505410/World-Bank-Group-gender-strategy-FY16-23-gender-equality-poverty-reduction-and-inclusive-growth>, Washington, D.C.

Banque mondiale, *Gouvernement du Libéria (2010) Gender aware Programs and Women's Roles in Agricultural Value Chains in Liberia*, <https://siteresources.worldbank.org/EXTGENDER/Resources/LibSum-fin-rev1.pdf>

BIT (2016) *Closing the gender pay gap: a review of the issues, policy mechanisms and international evidence*, Bureau international du travail, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_540889.pdf, Genève

BIT (2017), *World Employment and Social Outlook: Trends 2017*, Bureau international du travail, https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2017/WCMS_541211/lang--en/index.htm, Genève

BIT (2018), *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances pour les femmes 2018, Aperçu global*, Bureau international du travail, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_619597.pdf, Genève

Buvinic, M., R. Furst-Nichols, (2014) *Promoting Women's Economic Empowerment: What Works?*, Policy Research Working Paper No. 7087, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.

CAD-OCDE (1999), "Lignes directrices du CAD pour l'égalité homme-femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement", publication de la série *Development Co-operation Guidelines*, Éditions OCDE, <http://www.oecd.org/fr/c'est-à-dire/femmes-developpement/28313893.pdf>, Paris

CAD-OCDE (2004), *Why Gender Matters in Infrastructure*, Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité homme-femme, <https://www.ssatp.org/sites/ssatp/files/publications/HTML/Gender-RG/Source%20%20documents/Issue%20and%20pour%20cent%20Strategy%20Papers/G&T%20Rationale/ISGT10%20Why%20Gender%20matters%20in%20infrastructure%20OECD%20DAC%202004.pdf>

Çagatay, N. (2001), *Trade, Gender and Poverty*, Document d'information du Programme des Nations Unies pour le développement, Groupe sur le développement social, Bureau de la politique de développement

Cuberes, D. et M. Teignier (2016), "Aggregate Effects of Gender Gaps in the Labor Market: A Quantitative Estimate", *Journal of Human Capital* 10 (1), pages 1 à 32

Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse (2018), *Rapport sur l'efficacité Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'égalité des genres 2007–2016*, Direction du développement et de la coopération (DDC), https://www.eda.admin.ch/dam/deza/fr/documents/publikationen/Wirkungsberichte/Wirkungsbericht-Geschlechtergleichstellung-2007-2016_FR.pdf, Berne

Elson et al. (2007), *Feminist Economics of Trade*, Routledge IAFPE Advances in Feminist Economics (Volume 5), Routledge; première édition (16 août 2007), 352 pages.

Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*, WT/AFT/1, 27 juillet 2006
<http://docsonline.wto.org/imrd/directdoc.asp?DDFDdocuments/t/WT/AFT/1.doc>

FEM (2015), *The Global Gender Gap Report 2015*, Forum économique mondial, Genève
<http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/>

Ferrant, G. (2011), *How Gender Inequalities Hinder Development: Cross-Country Evidence*, document de travail du CES, Centre d'Économie de la Sorbonne, (ISSN: 1955-611X. 2011)

Gonzales, C., S. Jain-Chandra, K. Kochhar, M. Newiak, et T. Zeinullayev (2015) *Women and Tackling Income Inequality*, Fonds monétaire international, Staff Discussion Notes No. 15/20

Heath, R. et M. Mobarak (2015) "Manufacturing, Manufacturing growth and the lives of Bangladeshi women", *Journal of Development Economics* No. 115, pages 1 à 15

Iqbal, S. (2018) *Women, Business, and the Law 2018*, Groupe de la Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/926401524803880673/Women-Business-and-the-Law-2018>, Washington, D.C.

Kasseah H. et V. Tandrayen-Ragoobur (2015) "Self-employed women and their access to finance: perspectives from the informal sector", *African Journal of Science, Technology, Innovation and Development*, 7:4, pages 247 à 254

Kimm Gnangnon, S. (2018) "Aid for Trade and Employment in Developing Countries: An empirical evidence", *Review of Labour Economics and Industrial Relations*, 33 (1), pages 77 à 100

Knowles, S., P. Lorgelly, D. Owen (2002), "Are educational gender gaps a brake on economic development? Some cross-country empirical evidence", *Oxford Economic Papers*, 54 (1), pages 118 à 149, Oxford University Press

Korinek, J. (2005), "Trade and Gender: Issues and Interactions", OCDE, *Trade Policy Working Paper*, n° 24

Mason, A.D., E.M. King, (2001) *Engendering development through gender equality in rights, resources, and voice*, Banque mondiale, rapport sur les politiques de développement, <http://documents.worldbank.org/curated/en/512911468327401785/Engendering-development-through-gender-equality-in-rights-resources-and-voice>, Washington, D.C.

Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Australie (2015), *Strategy for Australia's Aid for Trade Investments*, <https://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/strategy-for-australias-aid-for-trade-investments.pdf>

Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Australie (2016), *Gender equality and women's empowerment strategy*, <https://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/gender-equality-and-womens-empowerment-strategy.pdf>

Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Australie (2017), *Australia advancing women's economic empowerment through aid, trade and economic diplomacy*, <http://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=2ahUKewjUv8aTdnhAhWK3OAKHfYTDqAQFjABegQIAxAC&url=http%3A%2F%2Fdfat.gov.au%2Fabout-us%2Fpublications%2FDocuments%2Faustalia-advancing-womens-economic-empowerment-aid-trade-economic-diplomacy.pdf&usg=AOvVaw3gMYsSsP5u1PO3MxBITxwm>

Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Nouvelle-Zélande, (2012), *Tourism and Gender Equality Knowledge Note*, Aid & Development, <https://www.mfat.govt.nz/assets/Aid-Prog-docs/Tools-and-guides/Gender-Knowledge-Note-Tourism.pdf>

Morrison, A., R. Dhushyanth et S. Nistha (2007) *Gender equality, poverty and economic growth*, Banque mondiale, Policy Research working paper, WPS 4349, <http://documents.worldbank.org/curated/en/758041468340239015/Gender-equality-poverty-and-economic-growth>, Washington, D.C.

Nilufer, C. (2001) *Trade, Gender and Poverty*, document d'information sur le projet du PNUD relative au commerce et au développement humain durable, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

OCDE-OMC (2011), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (questionnaires) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/

OCDE-OMC (2011), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (cas d'expérience) <http://www.oecd.org/aidfortrade/casestories/>

OCDE-OMC (2015), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (questionnaires) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/

OCDE-OMC (2015), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (cas d'expérience) <http://www.oecd.org/aidfortrade/casestories/>

OCDE-OMC (2017), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (questionnaires) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/

OCDE-OMC (2017), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (cas d'expérience) <http://www.oecd.org/aidfortrade/casestories/>

OCDE-OMC (2019), *Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce* (questionnaires) www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/

OCDE (2019), "Système de notification des pays créanciers du CAD de l'OCDE: activités d'aide", Statistiques de l'OCDE sur le développement international (base de données), DOI: https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/data/systeme-de-notification-des-pays-creanciers/activites-d-aide_data-00061-fr (consulté le 25 janvier 2019)

OCDE (2019a), "Breaking down Barriers to Women's Economics Empowerment: Policy Approaches to Unpaid Care Work", OECD Development, *Policy Papers*, No. 18, OECD Publishing, https://www.oecd-ilibrary.org/development/breaking-down-barriers-to-women-s-economic-empowerment_c4ff3ddb-en, Paris

OCDE (2019, b), *Using the SDGs as a shared framework for results*, SDG indicator 7.1.1: Electricity Access, projet de rapport technique, atelier de Result Community de l'OCDE-DAC, 4 - 5 avril 2019, https://www.oecd.org/dac/results-development/docs/Results_SDG_Case_studies_technical_report_7.1.1_draft_web.pdf

OMC, (2017) *Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes à l'occasion de la Conférence ministérielle de Buenos Aires en décembre 2017*
https://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/mc11_e/genderdeclarationmc11_e.pdf

Omi, M. (2013), *Trade Liberalization and Women: A Feminist Analysis of the WTO System* (en japonais), Shogakusha; première édition (28 juin 2013), Tokyo, 262 pages

ONU (1995), *Déclaration de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes*, Beijing (Chine) <https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/economy.htm>

ONU (2015), site Web des Objectifs de développement durable, Programme de développement durable, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>

ONU (2017) *Leave no one behind: Taking Action for Transformational Change on Women's Economic Empowerment*, deuxième rapport du Groupe de réflexion de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'autonomisation économique des femmes, Nations Unies, <https://www.unscn.org/uploads/web/news/UNSG-HLP-WEE-2nd-Report-.pdf>, New York

ONU-Femmes (2015), *Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016: Transformer les économies, réaliser les droits*, Nations Unies, <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/poww-2015-2016-fr.pdf?la=fr&vs=1639>, New York

ONU-Femmes (2018), Site Web d'Empower Women, <https://www.empowerwomen.org/en/who-we-are/initiatives/sq-high-level-panel-on-womens-economic-empowerment>

ONUDI (2015), *Guide on Gender Mainstreaming Trade Capacity-Building Projects*, UNIDO Gender, https://www.unido.org/sites/default/files/2015-02/Gender_TCB_Guide_0.pdf, Office des Nations Unies à Vienne

OPIC (2019), fiche d'information sur l'initiative 2X pour les femmes, <http://opic-2x.sage-dev.net/>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Bureau international du travail (2010), *Développement de la chaîne de valeur agricole: menace ou opportunité pour l'emploi des femmes?*, Document d'orientation sur les sexospécificités et l'emploi rural, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_176240.pdf

Ostry, J.D., A. Berg, et C.G. Tsangarides (2014), *Redistribution, Inequality, and Growth*, Fonds monétaire international, Staff Discussion Notes, No. 14/02

Osundu, C.K., S. I. Ogonna et C. O. Emerole (2015), "Level and Determinants of Women Farmers Access to Informal Credit in Abia State, Nigéria", *Asian Journal of Agricultural Extension, Economics & Sociology*, 7(1), pages 1 à 10

Palacios-López, A. et R. López (2015), "The Gender Gap in Agricultural Productivity: The Role of Market Imperfections", *The Journal of Development Studies*, 51(9), pages 1175 à 1192, DOI: [10.1080/00220388.2015.1028539](https://doi.org/10.1080/00220388.2015.1028539)

Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité homme-femme (2016), *Handbook on the OECD-DAC Gender Equality Policy Marker*, <https://www.oecd.org/dac/gender-development/Handbook-OECD-DAC-Gender-Equality-Policy-Marker.pdf>

Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité homme-femme (2018), *How Does Aid Support Women's Economic Empowerment?*, <http://www.oecd.org/dac/gender-development/How-Does-Aid-Support-Womens-Economic-Empowerment.pdf>

Sahay, R., M. Čihák, et autres fonctionnaires du FMI (2018), "Women in Finance: A Case for Closing Gaps", Fonds monétaire international, Staff Discussion Note, SDN/18/05

SFI (2016) *Investing in Women along Agribusiness Value Chains*, Société financière internationale, https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/d19235d7-2ba7-4f7b-b0c6-5198fe9e4d30/Women+in+Agri+VC_Report_FINAL.pdf?MOD=AJPERES, Washington

Terada-Hagiwara, A., Shiela, F. Camingue-Romance, et J.E. Zveglic, Jr. (2018), *Gender Pay Gap: A Macro Perspective*, Banque asiatique de développement, publication de la série Economics working paper, No. 538

Union européenne (2007), *Stratégie conjointe de l'UE en faveur de l'aide pour le commerce*, Conseil de l'Union européenne, Secrétariat général, Note 14470/07, <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST%2014470%202007%20INIT>, Bruxelles

Union européenne (2015), *Gender Equality and Women's Empowerment: Transforming the Lives of Girls and Women through EU External Relations 2016-2020*, document de travail SWD(2015) 182 final, Commission européenne, Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/150921_final_swd_gap.pdf

Union européenne (2017), *Parvenir à la prospérité par le commerce et les investissements*. Mise à jour de la stratégie conjointe de l'UE de 2007 en faveur de l'aide pour le commerce, Communication de la Commission COM (2017) 667 du 13 novembre 2017 et conclusions du Conseil 15573/17 du 11 décembre 2017, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52017DC0667&from=FR>

Union européenne (2018), *EU Aid for Trade Progress Report 2018*, European Commission, Direction Générale pour la Coopération internationale et le développement, https://ec.europa.eu/europeaid/eu-aid-trade-progress-report-2018_en

